

5. Installatie van elke roterende elektrische uitrusting (pompen, ventilatoren, compressoren) waarvan de motor uitgerust is met een variabele snelheidsregeling. Voor wat betreft de verwarmings-, ventilatie- of afkoelingsvraag, moet hij uitgerust zijn met een automatisch beheer aangepast aan de reële noden van het gebouw en de bewoners.

6. Installatie van elke uitrusting in het domein van de ventilatie, de afkoeling en de bescherming tegen oververhitting van een gebouw, die overeenstemt met één van volgende categorieën :

1° regulatiesystemen die op vraag een debietbeheer mogelijk maken : Uurwerk, aanwezigheidsdetectie, CO₂-sonde... waardoor de ventilering geregeld kan worden;

2° systemen voor het terugwinnen van warmte op lucht die aan het gebouw onttrokken wordt. In dat geval dient de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 1 aangevuld te worden met de berekening van de netto-winst aan primaire energie op jaarbasis in de werkingsomstandigheden aangepast aan het gebouw voor het voorgesteld systeem;

3° installatie van aan de buitenkant geplaatste zonneweringen ter beperking van de werkingstijd van een bestaande klimatisering of ter voorkoming van de plaatsing van een dergelijke installatie in een gebouw door terugdringen van oververhitting. Vensters uitgerust met zonneweringen dienen tussen zuidoosten en westen via het zuiden te worden geplaatst, namelijk van 135° tot 270°;

4° systemen voor het verminderde gebruik van afkoelingsinstallaties door een onmiddellijke afkoeling van de ijswaterkringloop door de buitenlucht ("free chilling techniek");

5° koelinstallatie door natuurlijke of hybride ventilatie.

7. Installatie van alle andere uitrustingen of systemen in verband met een verbeterde energiestaat van het gebouw, uitgezonderd systemen die draaien op hernieuwbare energieën, en die hoogrenderend zijn, namelijk elke uitrusting of elk systeem dat enerzijds bovengemiddeld presteert en dat anderzijds op gepaste wijze inspeelt op de beginselen inzake rationeel energieverbruik voor de verschillende gebruiksfuncties van het bedoelde gebouw.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energiestaat en het rationeel energieverbruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel").

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202456]

28 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 20 novembre 2012;

Vu l'avis 52.844/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, ainsi que la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte).

§ 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

2° administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'énergie et du Bâtiment durable;

3° personne de droit public : toute commune, centre public d'action sociale et province ainsi que toute zone de police locale pluricommunale dotée de la personnalité juridique au sens de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

4° organismes non commerciaux : les organismes tels que définis à l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'Energie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

5° source d'énergies renouvelables : toute source d'énergie, autre que les combustibles fossiles et les matières fissiles, dont la consommation ne limite pas son utilisation future, notamment l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'Énergie géothermique et la biomasse;

6° cogénération de qualité : toute production combinée de chaleur et d'électricité, conçue en fonction des besoins de chaleur ou de froid du client, qui réalise une économie d'énergie par rapport à la production séparée des mêmes quantités de chaleur, d'électricité et, le cas échéant, de froid dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la Commission wallonne pour l'Énergie "CWaPE";

7° performance énergétique d'un bâtiment "PEB" : la quantité d'énergie effectivement consommée ou calculée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment, qui inclut entre autre l'énergie utilisée pour le chauffage, l'eau chaude, le système de refroidissement éventuel, la ventilation et l'éclairage; cette quantité est exprimée par un ou plusieurs indicateurs numériques qui tiennent compte de l'énergie réellement consommée ou calculée en tenant compte de l'isolation, des caractéristiques techniques et des caractéristiques des installations, de la conception et de l'implantation eu égard aux paramètres climatiques, à l'exposition solaire et à l'incidence des structures avoisinantes, de l'autoproduction d'énergie et d'autres facteurs, y compris le climat intérieur, qui influencent la demande d'énergie;

8° comptabilité énergétique : un système de comptabilité des flux énergétiques tel que défini à l'annexe 1^{re} permettant premièrement de constituer un outil de décision en matière de gestion énergétique en assurant notamment la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par chaque unité technique d'exploitation, par service ou par usage, deuxièmement, d'établir des ratios de consommation et troisièmement, de donner, le cas échéant, l'alerte et de permettre le contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;

9° audit énergétique : une méthode d'évaluation telle que définie à l'annexe 2 de la performance énergétique d'un bâtiment, de ses équipements et de sa gestion, compte tenu de ses caractéristiques et de ses usages;

10° étude de pré-faisabilité : une étude telle que définie à l'annexe 3 visant à déterminer le dimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique d'un investissement sans référence aucune à un type ou une marque spécifique relative à cet investissement;

11° travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment : les travaux repris à l'annexe 5 qui ont trait à l'amélioration de l'enveloppe, à l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, à l'installation d'une cogénération de qualité, à l'amélioration des systèmes de chauffage, de ventilation, de rafraîchissement de l'air, de l'éclairage, de la gestion énergétique tout en tenant compte du confort thermique d'hiver, d'été et de la qualité de l'air intérieur et qui conduisent à une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment;

12° auditeur agréé : une personne physique agréée en vertu de l'article 13;

13° responsable énergie : le responsable en énergie certifié dans le cadre des cycles de formation organisés par la Région wallonne;

14° politique active de gestion énergétique : un ensemble cohérent et coordonné d'actions et de méthodes appliquées aux bâtiments d'un même patrimoine qui permet d'une part, d'assurer le suivi normal de ses consommations énergétiques et, d'autre part, d'intégrer les principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie dans la construction, la gestion, la maintenance et la rénovation de ce patrimoine dans le but d'en améliorer les performances énergétiques.

CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi de la subvention

Art. 2. § 1^{er}. Pour les bâtiments construits depuis au moins dix ans à la date de l'introduction de la demande de subvention, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut accorder une subvention aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour l'installation d'une comptabilité énergétique, pour la réalisation d'audits énergétiques et d'études de pré-faisabilité, ainsi que pour la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, dans le respect des conditions suivantes :

1° la personne de droit public ou l'organisme non commercial qui sollicite la subvention dispose sur le bâtiment d'un droit réel principal ou d'un droit personnel de jouissance d'une durée supérieure ou égale à neuf ans et les éléments insérés ou rénovés sont sa propriété ou celle d'un titulaire de droit réel sur le bien ;

2° à la date de l'introduction de la demande de subvention, le bâtiment est affecté à la réalisation de la mission de service public ou non commerciale du demandeur.

L'affectation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est maintenue pour une durée minimale de trois ans à compter de la réception provisoire des travaux faisant l'objet de la subvention.

§ 2. Pour les bâtiments construits depuis moins de dix ans ou en cours de construction à la date de l'introduction de la demande de subvention, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut accorder une subvention aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation des seuls travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment qui font appel aux sources d'énergies renouvelables, ou à la cogénération de qualité, ou à la mise en place d'une comptabilité énergétique, dans le respect des conditions suivantes :

1° la personne de droit public ou l'organisme non commercial qui sollicite la subvention dispose sur le bâtiment d'un droit réel principal ou d'un droit personnel de jouissance d'une durée supérieure ou égale à neuf ans et les éléments insérés ou rénovés sont sa propriété ou celle d'un titulaire de droit réel sur le bien;

2° à la date de l'introduction de la demande de subvention, le bâtiment est affecté à la réalisation de la mission de service public ou non commerciale du demandeur; lorsque le bâtiment est en cours de construction, il est affecté à la réalisation de la mission de service public ou non commerciale du demandeur dès la mise en service du bâtiment.

L'affectation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est maintenue pour une durée minimale de trois ans à compter de la réception provisoire des travaux faisant l'objet de la subvention.

§ 3. Seuls sont éligibles les audits, les études et les travaux pour lesquelles la réglementation sur les marchés publics a été respectée.

§ 4. Les actions et méthodes visées à l'article 1^{er}, 14°, requièrent la désignation d'un responsable énergie ou d'une personne qui justifie d'une expérience d'au moins 2 ans quant au suivi énergétique des bâtiments et s'appuient sur la combinaison de plusieurs des actions consignées dans un document. Ces actions sont la réalisation d'audits précis ou d'études de faisabilité d'investissements énergétiques particuliers, l'introduction de clauses énergétiques spécifiques dans les cahiers des charges de construction ou de rénovation et de maintenance, l'amélioration continue de la gestion

énergétique du patrimoine, l'information ou la sensibilisation des occupants, la libération d'un budget spécifiquement affecté à l'amélioration de l'efficacité énergétique et la mise en place et l'exploitation d'un suivi des consommations énergétiques.

Art. 3. § 1^{er}. La base de calcul de la subvention est évaluée en prenant comme référence l'ensemble des coûts éligibles T.V.A. comprise.

§ 2. Par coûts éligibles, il faut entendre :

1° pour l'installation d'une comptabilité énergétique, la fourniture et l'installation des instruments de mesure des consommations énergétiques, les accessoires, les câbles, les armoires électriques, y compris les appareillages nécessaires au télé-service éventuel, les appareils d'enregistrement des données et les logiciels d'acquisition, d'analyse et de validation des données, ainsi que les frais de formation du personnel y relatif;

2° pour la réalisation d'un audit énergétique et la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, les prestations nécessaires du chargé d'études ainsi que le coût de réalisation des comptages énergétiques éventuels;

3° pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, l'achat et l'installation de matériaux ou d'équipements visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment.

Art. 4. § 1^{er}. Le taux applicable à la base de calcul pour le montant de la subvention est de :

1° pour l'installation d'une comptabilité énergétique, la réalisation d'un audit énergétique, d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment :

a) 50 pour cent des coûts éligibles;

b) 55 pour cent si le demandeur applique une politique active de gestion énergétique de son patrimoine depuis au moins deux ans;

2° pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment :

a) 30 pour cent du montant des coûts éligibles;

b) 35 pour cent si le demandeur applique une politique active de gestion énergétique de son patrimoine depuis au moins deux ans.

Si les investissements visés à l'alinéa 1^{er} font l'objet d'autres subsides des communautés, de la région, des provinces ou des communes, qui équivalent à plus de 40 pour cent du montant éligible au présent arrêté, les pourcentages fixés dans cet alinéa sont calculés sur la partie des investissements non couverte par ces autres subsides.

§ 2. Pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, le montant des coûts éligibles de la demande est au moins égal à 2.500 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une demande portant sur la réalisation de travaux identiques sur plusieurs bâtiments est acceptée, même si le montant des coûts éligibles par bâtiment n'atteint pas 2.500 euros, à la condition que le montant cumulé des coûts éligibles soit au moins égal à cette somme et que ces travaux fassent l'objet d'un cahier des charges unique.

Art. 5. Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subsides ou primes n'est possible qu'à la condition que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas 100 pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté.

Art. 6. Pour pouvoir être subventionné, l'audit énergétique est réalisé par un auditeur agréé.

CHAPITRE III. — De l'introduction de la demande de subvention

Art. 7. La demande de subvention est introduite auprès de l'administration.

Le dossier de demande de subvention est composé :

1° pour la mise en place d'une comptabilité énergétique :

a) du formulaire de demande mis à disposition par l'administration;

b) du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer;

c) du devis estimatif relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention;

d) d'une note explicative relative à la conformité des travaux au prescrit de l'annexe 1^{re};

e) de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou pouvant être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés;

f) le cas échéant, une présentation de la politique active de gestion énergétique du patrimoine du demandeur;

2° pour la réalisation d'un audit énergétique ou d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment :

a) du formulaire de demande mis à disposition par l'administration;

b) de l'audit énergétique ou de l'étude de pré-faisabilité d'un investissement, réalisés conformément au prescrit de l'annexe 2 ou 3 selon le cas;

c) de la copie de la facture détaillée des honoraires de l'audit énergétique ou de l'étude;

d) de la copie de la preuve de paiement;

e) de l'attestation de l'auditeur certifiant qu'il dispose, à la date de commande de l'audit énergétique, d'un agrément valable;

f) de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou pouvant être sollicitées pour les investissements envisagés;

g) le cas échéant, une présentation de la politique active de gestion énergétique du patrimoine du demandeur;

h) la déclaration de créance envers la région en double exemplaire pour la liquidation de la subvention;

3° pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment :

a) du formulaire de demande mis à disposition par l'administration;

b) du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer;

c) du devis estimatif détaillé relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention;

d) d'une note explicative relative au respect des critères énergétiques énoncés à l'annexe 5;

e) des données de consommations d'énergie pour les trois années précédant la demande de subvention ou, lorsque ces données ne sont pas disponibles, des données relatives à la performance de l'enveloppe du bâtiment, permettant de déterminer une consommation d'énergie théorique;

f) de la description de la nature de l'affectation du bâtiment et de son régime d'occupation;

g) d'une note de calcul détaillée de l'économie d'énergie générée par les travaux envisagés conformément aux exigences décrites à l'annexe 4;

h) de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou qui peuvent être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés;

i) le cas échéant, d'une présentation de la politique active de gestion énergétique du patrimoine du demandeur.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le mois qui suit la réception de la demande de subvention, l'administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à dater de l'envoi de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

§ 2. La décision de refus de la subvention est notifiée au demandeur dans les six mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande.

§ 3. L'octroi de la subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique ou sur des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment implique l'obligation de fournir à l'administration, chaque année, pendant dix ans, les informations relatives aux consommations énergétiques du bâtiment concerné au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} prend cours l'année de la liquidation de la subvention.

§ 4. En cas de non-respect de l'obligation de transmission des informations relatives aux consommations énergétiques imposée en vertu du § 3, les demandes de subsides ultérieures portant sur le même bâtiment sont irrecevables tant que le demandeur ne respecte pas ses obligations.

Art. 9. Les demandes de subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique ou sur la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment sont préalables à la commande et à la mise en œuvre de ces travaux, lesquels ont lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

Toutefois, si des travaux présentent un caractère d'urgence, ceux-ci peuvent débiter préalablement à la notification de la décision relative au dossier pour autant qu'une autorisation écrite de débiter les travaux ait été délivrée par l'administration mais sans que cette autorisation ne constitue pour autant une décision d'octroi de subvention.

Les demandes de subvention portant sur la réalisation d'un audit énergétique ou sur la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment sont introduites au plus tard six mois après la date de la facture ou de la note d'honoraires.

Art. 10. § 1^{er}. Les travaux subventionnés sont réalisés et réceptionnés dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de subvention.

Ce délai peut être prolongé d'un an si le bénéficiaire en fait la demande écrite et motivée au plus tard trois mois avant la date d'expiration du terme initialement prévu.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme et leurs modalités d'application.

CHAPITRE IV. — *De la demande de liquidation de la subvention*

Art. 11. § 1^{er}. La demande de liquidation de la subvention pour l'installation d'une comptabilité énergétique et pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment est introduite auprès de l'administration dans les douze mois à dater de la réception provisoire des travaux.

Dans le cas où une dérogation a été accordée au demandeur dans le respect des dispositions de l'article 9, alinéa 2, la demande de liquidation de la subvention est introduite dans les douze mois qui suivent la date de notification d'octroi de subsides.

§ 2. En cas de non respect des délais visés au § 1^{er}, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 3. La demande de liquidation de la subvention pour l'installation d'une comptabilité énergétique et pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment contient :

1° la décision d'attribution du marché de travaux et l'analyse comparative des offres;

2° la copie de l'offre de l'adjudicataire;

3° les différents états d'avancement des travaux, le décompte final et les factures y afférentes;

4° le procès-verbal de réception provisoire des travaux;

5° la déclaration de créance envers la région en double exemplaire pour la liquidation de la subvention.

§ 4. Dans le mois qui suit la réception de la demande de liquidation de la subvention, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur précisant si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est irrecevable.

CHAPITRE V. — *Du comité d'accompagnement*

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé auprès du Ministre un Comité d'accompagnement chargé de l'examen technique des dossiers de demande de subventions.

§ 2. Le Comité d'accompagnement est composé comme suit :

- 1° un représentant du Ministre;
- 2° deux représentants de l'administration;
- 3° un ou plusieurs experts en matière de marchés publics désignés par le Ministre;
- 4° un ou plusieurs experts en matière d'énergie désignés par le Ministre.

§ 3. Pour les dossiers relatifs aux travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, le Comité d'accompagnement évalue la demande de subvention selon les critères suivants :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés, notamment leur coût eu égard aux prix moyens du marché;
- 3° l'économie d'énergie, dans des conditions d'utilisation standardisées, notamment d'énergie primaire, et la réduction des émissions de CO₂ attendues;
- 4° l'évaluation du temps de retour comptable de l'investissement;
- 5° le cas échéant, la politique active de gestion énergétique du bâtiment.

§ 4. Pour les autres dossiers de demande de subvention que ceux visés au paragraphe 3, le Comité d'accompagnement en évalue la qualité selon les critères suivants :

- 1° la méthodologie et la rigueur technique;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés;
- 3° l'économie d'énergie, notamment d'énergie primaire, et la réduction des émissions de CO₂ attendues.

CHAPITRE VI. — *De l'agrément des auditeurs*

Art. 13. § 1^{er}. L'agrément en qualité d'auditeur énergétique global de bâtiments ou en qualité d'auditeur de systèmes d'éclairage peut être obtenu par toute personne physique répondant, au moins, aux conditions suivantes :

- 1° soit justifier d'une expérience d'au moins trois ans dans le domaine de compétence demandé; soit disposer d'un diplôme de Master en ingénieur civil, de Master en architecture, de Master en sciences de l'ingénieur industriel;
- 2° être indépendant de tout fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux visés dans l'audit;
- 3° ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément, d'une décision de retrait de l'agrément ou de la compétence correspondant à l'agrément demandé, ou d'une décision de non prolongation de l'agrément d'un an ou de la compétence d'un an correspondant à l'agrément demandé, en application du présent arrêté, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

§ 2. La demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire de demande mis à disposition par l'administration.

Le dossier de demande d'agrément comporte notamment les éléments suivants :

- 1° les nom, adresse et profession du demandeur;
- 2° une copie du diplôme requis ou tout document attestant de l'expérience exigé au § 1^{er}, 1°;
- 3° une description des moyens techniques dont le demandeur dispose;
- 4° une copie d'au minimum trois rapports d'audit réalisés par le demandeur au cours des trois dernières années précédant la demande et portant sur le domaine de compétence pour lequel le demandeur souhaite être agréé.

§ 3. Dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier de demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet. Si le dossier de demande est incomplet, l'accusé de réception relève également les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Ce délai est porté à soixante jours si le demandeur a été entendu par le Ministre ou son délégué. Le Ministre notifie sa décision au demandeur dans un délai de septante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Si le demandeur a été entendu par le Ministre ou son délégué, le délai est porté à nonante jours.

La demande d'agrément est analysée sur base des éléments composant le dossier de demande d'agrément. La qualité des rapports visés au paragraphe 2, alinéa 2, 4°, est examinée sur base des critères de qualité repris à l'annexe 6.

Le cas échéant, l'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans à dater de la notification de la décision du Ministre.

L'agrément peut être renouvelé lorsque l'auditeur a, au cours de la période d'agrément échue, réalisé au moins trois audits portant sur la compétence de l'agrément, conformes aux exigences du présent arrêté.

La demande de renouvellement est introduite par le biais du formulaire mis à disposition par l'administration et ce, au plus tard cent vingt jours avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, l'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

§ 4. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés au § 1^{er}, 1^o, de produire dans sa demande d'agrément les rapports visés au paragraphe 2, alinéa 2, 4^o, l'agrément a une durée d'un an à dater de la notification de la décision du Ministre.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'agrément transmet à l'administration copie des rapports réalisés dans le cadre de son agrément et ce dans les quinze jours de leur rédaction.

L'administration La qualité des rapports transmis est examinée sur base des critères de qualité repris à l'annexe 6.

Dans les trente jours suivant la réception des rapports, l'administration indique au bénéficiaire si le contrôle précité n'a révélé aucun manquement.

Au plus tard quarante jours avant la date de fin de cette première année d'agrément, dans le cas où les contrôles visés à l'alinéa 3 ont révélé, sur base des critères de qualité repris à l'annexe 6, des manquements répétés ou encore si l'auditeur agréé n'a produit aucun rapport d'audit, le Ministre ou son délégué notifie au bénéficiaire de l'agrément la fin de cet agrément.

A l'issue de cette première année d'agrément, si les contrôles précités n'ont révélé aucun manquement répété sur base des critères de qualité repris à l'annexe 6, l'agrément est prolongé par le Ministre ou son délégué pour une durée de cinq ans renouvelables.

§ 5. Le Ministre ou son délégué est habilité à contrôler les audits réalisés par les auditeurs agréés.

Sans préjudice des possibilités de sanctions, l'administration peut imposer à l'auditeur de corriger les audits dont la mauvaise qualité au regard des critères fixés à l'annexe 6 a été constatée.

Le Ministre peut sanctionner l'auditeur qui a établi un audit qui ne répond pas aux critères de qualité fixés à l'annexe 6.

Lorsque le Ministre ou son délégué constate des manquements dans un audit réalisé, elle en informe l'auditeur par courrier.

Ce courrier mentionne le ou les rapports d'audit concernés ainsi que les critères de qualité précités dont le manquement est constaté et invite l'auditeur à être entendu. Lors de son audition, l'auditeur fait valoir ses arguments quant aux manquements constatés. Suite à cette audition ou si l'auditeur agréé refuse d'être auditionné, le Ministre décide, le cas échéant, de l'envoi d'un avertissement, de la suspension ou du retrait d'agrément.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision à l'auditeur.

L'agrément octroyé à un expert en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) est suspendu pour les compétences concernées pour une durée identique à celle décidée par le Ministre pour l'agrément donné en application du présent arrêté ou prend fin de plein droit si l'agrément donné en application du présent arrêté est retiré.

§ 6. L'administration publie et tient à jour la liste des auditeurs agréés en audit énergétique.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 14. Les demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA).

Art. 15. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pendant une période de six mois prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande de subvention peut être introduite pour la réalisation d'un audit énergétique ou d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment qui répondent aux critères d'éligibilité de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Dans ce cas, le montant de la subvention est calculé conformément aux dispositions de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pendant une période d'un an prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande de subvention peut être introduire pour l'installation d'une comptabilité énergétique ou la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, à l'exclusion de l'installation de panneaux solaires photovoltaïques, qui répondent aux critères d'éligibilité de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Dans ce cas, le montant de la subvention est de 15 pour cent du montant des coûts éligibles au sens du même arrêté.

§ 3. Le cumul des subventions visées aux §§ 1^{er} et 2 avec d'autres subsides n'est possible qu'à la condition que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas 100 pour cent du montant total des coûts éligibles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA).

Les demandes visées aux §§ 1^{er} et 2 sont introduites conformément à l'article 7 et sont instruites conformément aux articles 8, 9, 10, 11 et 12.

Art. 16. Le présent arrêté s'applique aux agréments obtenus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), dans les conditions suivantes :

1° bénéficient d'un agrément en qualité d'auditeur énergétique global de bâtiments, les auditeurs agréés qui ont obtenu leur agrément pour un des domaines de compétence suivants :

- a) audit énergétique global de bâtiments;
- b) audit de systèmes de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;
- c) audit de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables;
- d) audit énergétique de processus industriels.

2° bénéficient d'un agrément en qualité d'auditeur de systèmes d'éclairage, les auditeurs agréés qui ont obtenu leur agrément pour le domaine de compétence relatif à la réalisation d'audit de systèmes d'éclairage.

Le présent arrêté s'applique aux demandes d'agrément introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA).

CHAPITRE VIII — Dispositions finales

Art. 17. L'article 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire est remplacé comme suit :

« 2° "demandeur" : toute personne physique ou morale à l'exception de celles ayant bénéficié d'une subvention à l'investissement portant sur cette même installation de chauffe-eau solaire et ce, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), de l'arrêté Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA) ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel). »

Art. 18. En cas de fraude au présent arrêté, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel), le bénéficiaire ne peut pas solliciter de nouvelle subvention au sens du présent arrêté pendant dix ans à dater de la découverte de la fraude.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2010, est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le présent arrêté peut aussi être identifié par les termes "UREBA".

Art. 22. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 1^{re}

Cahier des charges minimal pour l'installation d'une Comptabilité énergétique

1. Objectif :

La comptabilité énergétique a pour objectif de suivre dans le temps les consommations énergétiques d'un bâtiment et d'éclairer les décisions à prendre en matière de gestion énergétique d'un bâtiment en assurant notamment :

- 1° la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par système, point de consommation, service ou entité;
- 2° l'établissement de ratios de consommation par système, point de consommation, service ou entité;
- 3° une fonction d'alerte et de contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;
- 4° l'évaluation de l'impact de mesures mises en œuvre.

2. Exigences :

§ 1^{er}. La comptabilité énergétique doit permettre :

- 1° la collecte, en unités physiques, des consommations d'énergie du bâtiment et leurs différents usages, par vecteur et affectation, indépendamment des prix et des tarifs;
- 2° la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;
- 3° un suivi régulier de la situation dans le temps permettant une réaction rapide à toute dérive ou anomalie;
- 4° la prise en compte de toute variation importante dans les usages du bâtiment;

5° l'intégration de toutes les étapes de gestion de l'information : acquisition et traitement des données pertinentes, construction d'indicateurs opérationnels, communication aux personnes susceptibles de prendre des mesures, suivi continu de l'évolution. Les résultats devront notamment pouvoir être présentés sous forme d'amélioration de la performance énergétique et d'amélioration du bilan énergétique dans l'absolu.

§ 2. Dans le fonctionnement d'une comptabilité énergétique, trois phases sont à distinguer :

1° le recueil des données :

Le recueil des données doit permettre d'identifier les systèmes et les points de consommation, en distinguant le cas échéant les usages et ainsi d'obtenir une vision d'ensemble des consommations.

Chaque système et point de consommation doit être identifié par :

- a) le vecteur énergétique utilisé;
- b) l'usage de l'énergie (chauffage ou non);
- c) le mode d'approvisionnement (compteur ou stockage);
- d) l'unité physique de comptage (litre, m³, kg, Wh,...);
- e) le facteur multiplicateur entre l'index et l'unité physique de comptage;
- f) le facteur de conversion pour standardiser la consommation en kWh.

2° Le traitement des données :

Les données mesurées doivent être enregistrées et traitées de manière à :

- a) standardiser les consommations énergétiques exprimées dans une même unité d'énergie : kWh;
- b) calculer les consommations énergétiques en unité d'énergie primaire;
- c) éliminer l'influence de la rigueur climatique dans les relevés de consommation en ramenant ceux-ci à la situation climatologique de référence par la technique des degrés jours;
- d) calculer les émissions de CO₂ pour une situation climatologique de référence;
- e) établir, pour chaque système et point de consommation, des ratios de comparaison ainsi qu'un tableau de performance représentatif de l'utilisation du bâtiment. Chaque gestionnaire choisira les critères qui lui semblent les plus pertinents.

3° Interprétation et présentation des résultats :

Pour interpréter les résultats et en tirer les conclusions opérationnelles, il est nécessaire de bien connaître le bâtiment, ses systèmes et ses usages auxquels se rapportent les points de consommation.

Le demandeur est tenu de désigner une personne responsable de la surveillance et de l'exploitation des données.

Avec les résultats, il doit être possible d'observer notamment, le cas échéant, les éléments suivants :

- a) Les erreurs de lecture, d'encodage ou dérive subite des consommations;
- b) Les problèmes de régulation;
- c) la dérive progressive des consommations (manque d'entretien des équipements,...);
- d) l'existence de consommations indépendantes de la rigueur climatique;
- e) l'établissement d'un niveau de consommation d'énergie en année climatique normale;
- f) l'établissement d'un budget de dépenses d'énergie en année climatique normale;
- g) la mesure des économies obtenues par les projets mis en place.

Les résultats doivent être présentés de façon claire (graphique, tableau,...) et de manière à pouvoir être compris et interprétés par des personnes non spécialisées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 2

Cahier des charges minimal pour l'audit énergétique

1. Objectif :

L'audit énergétique d'un bâtiment a pour but de présenter au commanditaire, d'une manière simple et néanmoins explicite, un état de la performance énergétique du bâtiment audité dans des conditions d'utilisation réelle, les améliorations qui peuvent lui être apportées et les économies d'énergie qui en découlent. L'audit doit permettre d'élaborer un plan d'action global hiérarchisant les actions à entreprendre et visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment en évaluant la pertinence d'un investissement à réaliser et destiné :

- 1° à utiliser plus rationnellement l'énergie;
- 2° à recourir aux sources d'énergies renouvelables ou à la cogénération de qualité.

2. Exigences :

§ 1^{er}. L'audit énergétique doit notamment établir :

1° une description des caractéristiques (enveloppe et systèmes) du bâtiment et de ses usages en fonction de considérations énergétiques, y compris les systèmes de gestion et les paramètres clés de la régulation;

2° une analyse globale des flux énergétiques du bâtiment, à savoir les consommations d'énergie pour les trois dernières années écoulées par vecteur énergétique (gaz, fuel, électricité, charbon, etc.) exprimées en unités physiques (kWh, tonne, litre,...), en kWh et normalisées (ramenées à une année climatique normale - pour les usages qui le justifient) aboutissant à un tableau des consommations finales converti en énergie primaire (MWh); en émission de CO₂ (kg de CO₂) (sur base des coefficients de conversion communiqués par le Ministre);

3° une identification des points d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment classés par ordre de priorité (enveloppe, équipements, gestion,...).

L'audit doit permettre d'élaborer un plan d'action global visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment ou d'évaluer la pertinence d'un investissement à réaliser visant à utiliser plus rationnellement l'énergie, à recourir aux sources d'énergies renouvelables ou à la cogénération de qualité.

§ 2. Le rapport d'audit doit notamment comporter :

1° l'objectif de l'audit (quels sont les vecteurs examinés dans l'audit, limitations éventuelles,...);

2° les hypothèses de travail : paramètres utilisés dans l'audit (Facteurs de conversion - PCI, PCS, coefficients d'émission de CO₂ - coûts des différents vecteurs,...);

3° la présentation générale des caractéristiques du (ou des) bâtiment(s) (Année de construction, architecture, affectation, surface occupée,...);

4° l'analyse des consommations - idéalement sur 3 années minimum pour chaque vecteur analysé - (en valeurs brutes et corrigées en fonction des degrés-jours avec éventuellement une comparaison avec d'autres bâtiments du même secteur,...); le cas échéant, évolution de la consommation sur une période donnée (année civile, période estivale,...) pouvant faire apparaître des phénomènes transitoires (pointe quart-horaire, pic de consommation,...);

5° la description détaillée de l'enveloppe du bâtiment et des équipements avec leurs lacunes éventuelles;

6° le bilan énergétique (étayé par calculs - valeurs des coefficients de transmission, estimation du renouvellement d'air, calcul des déperditions thermiques, rendements de l'installation,...);

7° les propositions d'améliorations (détaillées en terme de mise en oeuvre - matériau utilisé, épaisseur - ou de technique utilisée - condensation, récupération de chaleur éventuelle - chiffrées en termes de coûts, d'économie d'énergie, de réduction des émissions de gaz polluants et de rentabilité) - les améliorations seront présentées dans un ordre logique (structures, équipements, gestion) ou par ordre de priorité (motivée par l'état du bâtiment et/ou des équipements, les économies engendrées et la rentabilité) en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes; une attention particulière sera accordée à la mise en adéquation des besoins avec le matériel proposé;

8° le recours éventuel à des technologies telles que la cogénération, l'utilisation des sources d'énergies renouvelables;

9° les aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées (Source, montant,...);

10° les conclusions, qui doivent être claires et interprétables par une personne n'ayant pas de connaissances spécifiques dans les domaines abordés.

§ 3. Les améliorations proposées doivent respecter les exigences, notamment énergétiques, en vigueur dans les différentes réglementations.

Les différents calculs, avec leurs hypothèses et les paramètres utilisés, s'ils ne font pas partie intégrante de l'audit, seront fournis en annexe.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu obligatoire de l'audit et du rapport.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Annexe 3

Cahier des charges minimal pour la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement

1. Objectif :

L'étude de pré-faisabilité d'un investissement vise à déterminer le dimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique les plus intéressantes d'un investissement sans référence aucune à un type ou une marque spécifique relative à cet investissement. L'étude doit tester plusieurs hypothèses qui respectent, le cas échéant, les exigences énergétiques minimales mentionnées à l'annexe 5.

2. Exigences :

L'étude de pré-faisabilité d'un investissement doit, au moins, contenir les éléments suivants :

1° la présentation des besoins énergétiques à satisfaire par l'investissement et les consommations effectives avant investissement dans le cas d'un bâtiment existant;

2° les hypothèses de travail;

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour les calculs;

4° le bilan énergétique global compte tenu du système proposé, des systèmes en place, de leur mode de régulation et de leur interaction;

5° le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation (maintenance,...);

6° une évaluation des économies en énergie primaire et en CO₂;

7° une estimation du coût économique de l'investissement;

8° une estimation du temps de retour de l'investissement;

9° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu obligatoire de l'étude de pré-faisabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 4

Note explicative relative aux calculs des économies d'énergie engendrées par les travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment

1. Objectif :

La note explicative a pour objectif de déterminer les caractéristiques technique, en ce compris leur dimensionnement adéquat, énergétique et économique de l'investissement, de manière à évaluer l'efficacité du dispositif envisagé.

2. Exigences :

La note explicative doit notamment contenir les éléments suivants :

1° la présentation des caractéristiques techniques de l'investissement visant à réduire les besoins énergétiques et complémentaires, si nécessaire, les techniques permettant de répondre aux besoins énergétiques de manière plus efficiente et économique;

2° les hypothèses de travail;

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour le calcul (selon les cas; coefficients de transmission thermique avant et après travaux et rendements de l'installation);

4° une évaluation de l'économie d'énergie et de la réduction des émissions polluantes (CO₂, SO₂);

5° le bilan économique de l'investissement tenant compte des coûts de l'investissement et de la valorisation des économies d'énergie;

6° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés;

7° les normes et les codes de bonnes pratiques prises comme référence.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu obligatoire de la note.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 5

Liste des travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment admis à la subvention

Peuvent être subventionnés dans le cadre du présent arrêté, dans la stricte mesure nécessaire à la mise en œuvre des améliorations énergétiques, et à l'exclusion des travaux dont le temps de retour comptable excède vingt ans pour les investissements relatifs aux systèmes et soixante ans pour les investissements relatifs à l'enveloppe, les travaux suivants :

1. L'installation de systèmes exploitant des **sources d'énergies renouvelables** pour les besoins propres du bâtiment. Sont uniquement visés les systèmes suivants :

1° Les pompes à chaleur, à l'exception de celles qui autorisent une inversion du système pour une climatisation en période de forte chaleur. Dans ce cas, la note explicative conforme à l'annexe 4, doit être complétée par le calcul du gain net en énergie primaire, sur base annuelle, dans les conditions de fonctionnement adaptées au bâtiment pour la pompe à chaleur proposée.

Par dérogation, l'exclusion des pompes à chaleurs autorisant une inversion n'est pas applicable, dans le cadre d'une utilisation dans un hôpital, une maison de repos, une maison de repos et de soins, sous réserve que les conditions d'utilisation (profils de charge en chaud et en froid) rendent l'investissement énergétiquement intéressant.

2° L'installation de systèmes de chauffage de l'eau par panneaux solaires est éligible à la subvention pour autant que :

a) le capteur réponde aux exigences de la norme européenne applicable;

b) le système permette une économie d'énergie primaire;

c) les travaux soient réalisés par un installateur agréé au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

d) l'installation comprenne un système de suivi de ses performances permettant une évaluation du bilan énergétique global annuel (production solaire et appoint).

3° Les chaudières biomasse ainsi que leurs installations périphériques. Les chaudières biomasse doivent disposer d'un rendement thermique d'au moins 85 % calculé selon la norme NBN EN 303-5. En outre elles doivent satisfaire aux définitions, exigences, essais et marquages de ladite norme.

2. L'installation ou l'extension d'un **réseau de chaleur** si ces travaux constituent une condition indispensable à une utilisation rationnelle d'énergie.

Dans ce cas, la note explicative conforme à l'annexe 4, doit être complétée par une note de calcul prouvant que le réseau de chaleur présente une efficacité énergétique globale supérieure à des installations décentralisées.

3. L'installation d'**unités de cogénération de qualité**, y compris le raccordement électrique spécifique à l'installation, nécessaire aux besoins d'un bâtiment ou de plusieurs bâtiments proches. Dans ce cas, la note explicative conforme à l'annexe 4, doit être complétée par une évaluation du bilan énergétique global annuel de l'ensemble des installations (cogénérateur et sources d'appoint au niveau thermique).

4. **L'isolation thermique des parois du bâtiment** visée ci-après qui permet d'atteindre :

— soit des coefficients globaux de transmission inférieurs ou égaux aux valeurs suivantes;

— soit des coefficients de résistance thermique supérieurs ou égaux aux valeurs suivantes :

<i>Parois de la surface de déperdition du bâtiment</i>	<i>U_{max} (W/m²K) ou R_{min} (m²K/W)</i>
<i>a. Vitrage</i>	<i>U_{max} 1,1</i>
En outre, l'ensemble châssis et vitrage présentera un coefficient de transmission inférieur à	<i>U_{max} 1,8</i>
<i>b. Portes</i>	<i>U_{max} 2</i>
<i>c. Murs et parois opaques :</i>	
1° non en contact avec le sol, à l'exception des murs visés au point 2°	<i>U_{max} 0,32</i>
2° en contact avec un vide sanitaire ou avec une cave en dehors du volume protégé	<i>R_{min} 1,2</i>
3° en contact avec le sol	<i>R_{min} 1,3</i>
<i>d. Toiture ou plafond séparant le volume protégé d'un local non chauffé non à l'abri du gel</i>	<i>U_{max} 0,27</i>
<i>e. Plancher :</i>	
1° en contact avec l'environnement extérieur ou au-dessus d'un espace adjacent non chauffé	<i>U_{max} 0,35</i>
2° autres cas (sur terre-plein, au-dessus d'un vide sanitaire ou au-dessus d'une cave en dehors du volume protégé, plancher de cave enterré)	<i>U_{max} 0,35 ou R_{min} 1,3</i>

Les valeurs U_{max} et R_{min} sont calculées selon l'annexe VII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012 modifiant, en ce qui concerne la performance énergétique des bâtiments, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie.

5. Le remplacement ou l'amélioration de tout **système de chauffage** et qui correspond à l'une des catégories suivantes :

1° les chaudières à condensation. Dans ce cas, le dossier de demande comprendra le schéma de l'installation et la régulation associée justifiant que la température de retour du fluide caloporteur permettra effectivement la condensation;

2° les travaux de partition du système de distribution de chaleur en fonction des différents usages du bâtiment;

3° installation de vannes thermostatiques adaptées au type de fréquentation des locaux et destinées à la suppression des surchauffes éventuelles et/ou à la réduction de la température ambiante de locaux spécifiques;

4° installation de systèmes de régulation devant permettre au minimum une optimisation à l'arrêt des installations en fonction des conditions climatiques extérieures et de la demande intérieure;

5° tous les autres travaux qui ont trait aux installations de chauffage et qui sont conçus de manière telle que le système de chauffage (chaudière, distribution de la chaleur et régulation) soit particulièrement performant, c'est à dire un système qui d'une part développe une efficacité énergétique supérieure à un système classique et d'autre part qui permet une distribution et une régulation de la chaleur adaptées aux principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour les différents usages du bâtiment.

Dans tous les cas, les tuyaux de distribution de la chaleur du système de chauffage subventionné circulant dans les locaux non chauffés doivent être calorifugés conformément aux règles de l'art.

6. Les améliorations suivantes des installations d'**éclairage** :

1° Le remplacement de système d'éclairage par un système aux normes belges en vigueur et dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

a) 3 W/m² par 100 lux dans les halls de sports et les piscines;

b) 2,5 W/m² par 100 lux dans les bureaux et les locaux scolaires;

c) 3 W/m² par 100 lux dans les locaux à usage hospitalier;

d) entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m × 2 m × 2,8 m) et 8,5 W/m² pour 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m × 1 m × 3,5 m).

Le remplacement de la source lumineuse seule n'est pas admis. En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci seront équipés exclusivement de ballasts électroniques.

2° Installation de tout système permettant l'optimisation du fonctionnement du système d'éclairage, notamment :

a) minuterie, éventuellement associée à des détecteurs de présence, dans les locaux de circulation ainsi que dans les dégagements, toilettes; :

b) réglage, soit en tout ou rien soit en continu, du flux lumineux en fonction de l'éclairement naturel du local;

c) double allumage permettant un éclairage réduit (de 30 à 50 %).

7. Installation de tout équipement électrique rotatif (pompes, ventilateurs, compresseurs) dont le moteur est équipé d'une régulation à vitesse variable. Pour ce qui concerne la demande en chauffage, ventilation ou réfrigération, il doit être muni d'une gestion automatique adaptée aux besoins réels du bâtiment et de ses occupants.

8. Installation de tout équipement dans le domaine de la **ventilation, du refroidissement et de la protection contre la surchauffe** d'un bâtiment, qui correspond à l'une des catégories suivantes :

1° systèmes de régulation permettant la gestion des débits à la demande : horloge, détection de présence, sonde CO₂, ... permettant le réglage de la ventilation;

2° systèmes de récupération de chaleur sur l'air extrait du bâtiment; Dans ce cas, la note explicative conforme à l'annexe 4, doit être complétée par le calcul du gain net en énergie primaire, sur base annuelle, dans les conditions de fonctionnement adaptées au bâtiment pour le système proposé;

3° installation de protections solaires extérieures permettant de limiter le temps de fonctionnement d'une climatisation existante ou d'éviter le placement d'une telle installation dans un bâtiment par réduction des surchauffes; Les fenêtres équipées de protections solaires doivent être orientées entre le sud-est et l'ouest en passant par le sud, soit de 135° à 270°;

4° systèmes permettant de diminuer le recours aux installations de réfrigération par un refroidissement direct de la boucle d'eau glacée par l'air extérieur (technique dite de "free-chilling");

5° installation de refroidissement par ventilation naturelle ou hybride.

9. Installation de tout autre équipement ou système qui a trait à l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, à l'exclusion des systèmes exploitant des sources d'énergies renouvelables non repris au point 1 ci-dessus, et qui est particulièrement performant, c'est à dire tout équipement ou système qui d'une part développe une efficacité énergétique supérieure à la normale et qui d'autre part constitue une réponse adaptée aux principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour les différents usages du bâtiment considéré.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 6

Critères de qualité analysés par l'administration dans le cadre de la procédure d'agrément

Critère 1 : Objectifs, hypothèses et état de la situation :

1° Objectif de l'audit (quels sont les vecteurs examinés dans l'audit, limitations éventuelles,...);

2° Hypothèses de travail : paramètres utilisés dans l'audit (facteurs de conversion - PCI, PCS, coefficients d'émission de CO₂ - coûts des différents vecteurs,...);

3° Présentation générale des caractéristiques du (ou des) bâtiment(s) (année de construction, architecture, affectation, surface occupée,...), ou du processus industriel ou de l'utilité (vapeur, air comprimé, etc).

Critère 2 : Analyse de la situation :

1° Analyse des consommations - idéalement sur trois années minimum pour chaque vecteur analysé - (en valeurs brutes et corrigées en fonction des degrés-jours, éventuellement : comparaison avec d'autres bâtiments du même secteur,...); le cas échéant, évolution de la consommation sur une période donnée (année civile, période estivale,...) pouvant faire apparaître des phénomènes transitoires (pointe quart-horaire, pic de consommation,...);

2° Description détaillée du processus industriel, de l'utilité ou de l'enveloppe du bâtiment et des équipements avec leurs lacunes éventuelles;

3° Bilan énergétique (étayé par calculs - par exemple pour un bâtiment : valeurs des coefficients de transmission, estimation du renouvellement d'air, calcul des déperditions thermiques, rendements de l'installation,...).

Critère 3 : Propositions d'améliorations chiffrées :

1° Propositions d'améliorations (par exemple pour un bâtiment, elles seront détaillées en terme de mise en œuvre - matériau utilisé, épaisseur - ou de technique utilisée - condensation, récupération de chaleur éventuelle - chiffrées en termes de coûts, d'économie d'énergie, de réduction des émissions de gaz polluants et de rentabilité) - les améliorations seront présentées dans un ordre logique (structures, équipements, gestion) ou par ordre de priorité (motivée par l'état du bâtiment et/ou des équipements, les économies engendrées et la rentabilité) en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes; une attention particulière sera accordée à la mise en adéquation des besoins avec le matériel proposé;

2° Recours éventuel à des technologies telles que la cogénération, l'utilisation des sources d'énergies renouvelables,...

Critère 4 : Connaissance des mécanismes d'aides financières des pouvoirs publics :

Aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées (sources, montants,...).

Critère 5 : Conclusions

Enumération concise des décisions les plus pertinentes à mettre en place en vue d'améliorer la situation en fonction de l'objectif fixé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/202456]

28. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters;

Aufgrund des am 22. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. November 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. November 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 6. März 2013 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 52.844/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - § 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG, sowie die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Energieeffizienz von Gebäuden (Neufassung) teilweise umgesetzt.

§ 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgenden Definitionen:

1^o Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2^o Verwaltung : der Öffentliche Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erde und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;

3^o öffentlich-rechtliche Person : eine Gemeinde, ein öffentliches Sozialhilfezentrum und eine Provinz, sowie eine lokale Mehrgemeindepolizeizone mit Rechtspersönlichkeit im Sinne des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes;

4^o nicht-kommerzielle Einrichtungen: die Einrichtungen im Sinne von Artikel 1, 4^o des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

5^o erneuerbare Energiequelle: jede andere Energiequelle als die fossilen Brennstoffe und die Kernspaltung, deren Verbrauch ihre zukünftige Benutzung nicht beschränkt, insbesondere Wasserenergie, Windkraft, Sonnenenergie, geothermische Energie und Biomasse;

6^o hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung: die gleichzeitige Produktion von Strom und Hitze gemäß den Wärme- oder Kältebedürfnissen des Benutzers, die eine Energieeinsparung gegenüber der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme, Strom und gegebenenfalls Kälte in modernen Referenzanlagen erzielt, deren jährliche Betriebsleistungen durch die "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie - CwaPE) jährlich bestimmt und veröffentlicht werden;

7^o Energieeffizienz eines Gebäudes (PEB): die Energiemenge, die tatsächlich verbraucht oder berechnet wird, um den verschiedenen Bedürfnissen im Rahmen der Standardnutzung des Gebäudes gerecht zu werden, und die die für Heizung, Warmwasserbereitung, ggf. Kühlung, Lüftung und Beleuchtung benutzte Energie umfasst. Diese Energiemenge wird durch einen oder mehrere numerische Indikatoren ausgedrückt, die die tatsächlich verbrauchte oder berechnete Energie berücksichtigen, unter Bezugnahme der Wärmedämmung, der technischen Merkmale und Installationskennwerte, der Bauart und der Lage in Bezug auf klimatische Aspekte, Sonnenexposition und Einwirkung der benachbarten Strukturen, der Eigenenergieerzeugung und anderer Faktoren, einschließlich Innenraumklima, die den Energiebedarf beeinflussen;

8^o Energiebuchhaltung: ein System zur Buchhaltung der Energieflüsse gemäß Anlage 1, durch das erstens die zu treffenden Entscheidungen im Bereich des Energiemanagements u.a. durch die Sammlung, die Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der durch jede technische Betriebseinheit, Dienststelle oder Anwendung verbrauchten Energieträger dokumentiert und begründet werden können, durch das zweitens die Aufstellung von Verbrauchsquoten ermöglicht wird, und durch das drittens gegebenenfalls Alarm gegeben und die Kontrolle eines übermäßigen Energieverbrauchs ermöglicht werden kann;

9^o Energieaudit: ein Bewertungsverfahren der Energieeffizienz eines Gebäudes, seiner Ausrüstungen und seines Managements, unter Berücksichtigung seiner Merkmale und Anwendungen, im Sinne von Anlage 2;

10^o Durchführbarkeitsvorstudie: eine Studie im Sinne von Anlage 3, aufgrund deren die Dimensionierung und die technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale einer Investition ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investition festgelegt werden können;

11^o Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die in der Anlage 5 genannten Arbeiten, die die Verbesserung der Außenhaut, die Benutzung von erneuerbaren Energiequellen, die Installation einer hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung, die Verbesserung der Heizungs-, Lüftungs- und Luftkühlungssysteme, der Beleuchtung, des Energiemanagements unter Berücksichtigung des Wärmekomforts im Winter und im Sommer und der Qualität der Innenluft bezwecken, und die zur einer Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes führen;

12° zugelassener Auditor: eine kraft Artikel 13 zugelassene natürliche Person;

13° Energiebeauftragter: der im Rahmen der von der Wallonischen Region organisierten Ausbildungszyklen zertifizierte Energiebeauftragte;

14° aktive Energiepolitik: die Gesamtheit der aufeinander abgestimmten und koordinierten Aktionen und Verfahren, die auf die Gebäude desselben Vermögensbestandes angewandt werden, wodurch einerseits der Energieverbrauch dieser Gebäude normal verfolgt werden kann und andererseits die Grundsätze der rationellen Energienutzung in den Bau, die Verwaltung, die Instandhaltung und die Renovierung dieses Bestandes integriert werden können, um die Energieeffizienz dieser Gebäude zu verbessern.

KAPITEL II — Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses

Art. 2 - § 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister für Gebäude, die am Datum der Einreichung des Zuschussantrags seit mindestens zehn Jahren gebaut sind, den öffentlich-rechtlichen Personen und den nicht-kommerziellen Einrichtungen einen Zuschuss für die Einführung einer Energiebuchhaltung, die Durchführung von Energieaudits und Durchführbarkeitsvorstudien, sowie für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes gewähren, unter Einhaltung folgender Bedingungen:

1° die öffentlich-rechtliche Person oder die nicht-kommerzielle Einrichtung, die den Zuschuss beantragt, verfügt über ein dingliches Hauptrecht oder ein persönliches Nutzungsrecht mit einer Dauer von oder über neun Jahren an dem Gebäude und die eingegliederten oder renovierten Bauteile sind sein Eigentum oder das Eigentum eines Inhabers eines dinglichen Rechtes an dem Gut;

2° am Datum der Einreichung des Zuschussantrags ist die Zweckbestimmung des Gebäudes die Durchführung der Aufgabe öffentlichen Dienstes oder die Durchführung der nicht-kommerziellen Aufgabe des Antragstellers.

Die in Absatz 1 2° genannte Zweckbestimmung wird während mindestens drei Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, die den Gegenstand des Zuschusses bilden, aufrechterhalten.

§ 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister für Gebäude, die am Datum der Einreichung des Zuschussantrags seit weniger als zehn Jahren gebaut oder im Bau befindlich sind, den öffentlich-rechtlichen Personen und den nicht-kommerziellen Einrichtungen einen Zuschuss für die alleinige Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes mittels erneuerbarer Energiequellen, der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung, oder der Einführung einer Energiebuchhaltung gewähren, unter Einhaltung folgender Bedingungen:

1° die öffentlich-rechtliche Person oder die nicht-kommerzielle Einrichtung, die den Zuschuss beantragt, verfügt über ein dingliches Hauptrecht oder ein persönliches Nutzungsrecht mit einer Dauer von oder über neun Jahren an dem Gebäude und die eingegliederten oder renovierten Bauteile sind sein Eigentum oder das Eigentum eines Inhabers eines dinglichen Rechtes an dem Gut;

2° am Datum der Einreichung des Zuschussantrags ist die Zweckbestimmung des Gebäudes die Durchführung der Aufgabe öffentlichen Dienstes oder der nicht-kommerziellen Aufgabe des Antragstellers; ist das Gebäude im Bau befindlich, so wird es sofort nach seiner Inbetriebnahme dieser Zweckbestimmung gewidmet.

Die in Absatz 1 2° genannte Zweckbestimmung wird während mindestens drei Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, die den Gegenstand des Zuschusses bilden, aufrechterhalten.

§ 3 - Nur die Audits, Studien und Arbeiten, für welche die Vorschriften für öffentliche Aufträge beachtet wurden, sind beihilfefähig.

§ 4 - Die in Artikel 1 14° genannten Aktionen und Verfahren erfordern die Benennung eines Energiebeauftragten oder einer Person mit einer Erfahrung von mindestens 2 Jahren im Bereich der energetischen Überwachung von Gebäuden, und stützen sich auf die Zusammenfügung mehrerer in einem Dokument festgelegten Aktionen. Diese Aktionen sind die Durchführung von genauen Audits oder Machbarkeitsstudien für besondere energetische Investitionen, die Einfügung von spezifischen energetischen Klauseln in die Lastenhefte für den Bau, die Renovierung und Instandhaltung, die kontinuierliche Verbesserung des Energiemanagements des gebauten Bestandes, die Information oder Sensibilisierung der Benutzer, die Bereitstellung von Haushaltsmitteln, die spezifisch für die Verbesserung der Energieeffizienz bestimmt sind, und die Einführung und Nutzung der Ergebnisse einer Verfolgung des Energieverbrauchs.

Art. 3 - § 1 - Bei der Veranschlagung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses werden die gesamten beihilfefähigen Kosten, einschließlich der MwSt., als Bezugswert genommen.

§ 2 - Unter beihilfefähigen Kosten versteht man:

1° für die Einführung einer Energiebuchhaltung: die Lieferung und den Einbau der Vorrichtungen zur Messung des Energieverbrauchs, das Zubehör, die Kabel, die Schaltschränke ggf. einschließlich der Geräte für den Fernservice, die Geräte zur Messdatenspeicherung und die Datenerfassungs-, -analyse- und -validierungssoftware, sowie die Kosten für die Schulung des betroffenen Personals;

2° für die Durchführung eines Energieaudits und die Durchführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die erforderlichen Leistungen des Studienbeauftragten sowie die Kosten für etwaige Energiezählungen;

3° für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die Anschaffung und den Einbau von Baustoffen oder Einrichtungen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes.

Art. 4 - § 1 - Der auf die Berechnungsgrundlage für den Betrag des Zuschusses anwendbare Satz beträgt:

1° für die Einführung einer Energiebuchhaltung, die Durchführung eines Energieaudits, einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes:

a) 50 Prozent der beihilfefähigen Kosten;

b) 55 Prozent, wenn der Antragsteller seit mindestens zwei Jahren eine aktive Energiepolitik für seinen Vermögensbestand führt;

2° für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes:

a) 30 Prozent des Betrags der beihilfefähigen Kosten;

b) 35 Prozent, wenn der Antragsteller seit mindestens zwei Jahren eine aktive Energiepolitik für seinen Vermögensbestand führt.

Wenn die in Abs. 1 genannten Investitionen Gegenstand anderer Subsidien der Gemeinschaften, der Region, der Provinzen oder der Gemeinden sind, die mehr als 40 Prozent des beihilfefähigen Betrags kraft vorliegenden Erlasses darstellen, werden die in diesem Absatz bestimmten Prozentsätze auf den Teil der Investitionen berechnet, der nicht durch diese anderen Subsidien gedeckt ist.

§ 2 - Um auf den in § 1 Abs. 1 2° erwähnten Zuschuss Anspruch haben zu können, muss sich der Betrag der beihilfefähigen Kosten im Antrag mindestens auf 2.500 Euro belaufen.

In Abweichung von Abs. 1 wird ein Antrag, der die Durchführung von gleichen Arbeiten an mehreren Gebäuden betrifft, angenommen, auch wenn der Betrag der beihilfefähigen Kosten pro Gebäude 2.500 Euro nicht erreicht, unter der Bedingung, dass der kumulierte Betrag der beihilfefähigen Kosten mindestens diesen Betrag erreicht, und dass diese Arbeiten Gegenstand eines einzigen Lastenheftes sind.

Art. 5 - Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Subsidien oder Prämien ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse 100 Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Art. 6 - Um Gegenstand eines Zuschusses sein zu können, muss das Energieaudit von einem zugelassenen Auditor durchgeführt werden.

KAPITEL III — Einreichung des Zuschussantrags

Art. 7 - Der Zuschussantrag wird bei der Verwaltung eingereicht.

Die Akte zur Beantragung des Zuschusses umfasst:

1° für die Einführung einer Energiebuchhaltung:

- a) das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- b) das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des einzubauenden Materials;
- c) den Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des durch den Zuschuss betroffenen Materials;
- d) eine Anleitung über die Übereinstimmung der Arbeiten mit den in der Anlage 1 genannten Vorschriften;
- e) alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten;
- f) gegebenenfalls eine Darstellung der aktiven Energiepolitik für den Gebäudebestand des Antragstellers;

2° für die Durchführung eines Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes:

- a) das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- b) das Energieaudit oder die Durchführbarkeitsvorstudie für eine Investition, wobei diese Dokumente je nach Fall den Vorschriften der Anlage 2 bzw. 3 genügen müssen;
- c) die Abschrift der detaillierten Rechnung des Honorars für das Energieaudit oder die Studie;
- d) die Abschrift des Zahlungsbelegs;
- e) die Bescheinigung des Auditors zur Bestätigung, dass er am Datum der Bestellung des Energieaudits über eine gültige Zulassung verfügt;
- f) alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die geplanten Investitionen bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten;
- g) gegebenenfalls eine Darstellung der aktiven Energiepolitik für den Gebäudebestand des Antragstellers;
- h) die Schuldforderungsanmeldung gegenüber der Region, in doppelter Ausfertigung, zwecks Auszahlung des Zuschusses;

3° für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes:

- a) das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- b) das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des einzubauenden Materials;
- c) den ausführlichen Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des durch den Zuschuss betroffenen Materials;
- d) eine Anleitung über die Einhaltung der in der Anlage 5 genannten energetischen Kriterien;
- e) die Energieverbrauchsdaten für die drei Jahre vor dem Zuschussantrag oder, wenn diese Daten nicht verfügbar sind, Daten über die Effizienz der Gebäudehülle, anhand deren ein theoretischer Energieverbrauch bestimmt werden kann;
- f) eine Beschreibung der Art der Zweckbestimmung des Gebäudes und seiner Nutzung;
- g) eine ausführliche Berechnung der Energieeinsparung, die sich aus den geplanten Arbeiten ergibt, in Übereinstimmung mit den Anforderungen von Anlage 4;
- h) alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten;
- i) gegebenenfalls eine Darstellung der aktiven Energiepolitik für den Gebäudebestand des Antragstellers.

Art. 8 - § 1 - Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Zuschussantrags folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte für unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab der Zusendung der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

§ 2 - Der Beschluss zur Ablehnung des Zuschusses wird dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten ab der Einsendung der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit des Antrags gestellt.

§ 3 - Die Gewährung des Zuschusses für die Einführung einer Energiebuchhaltung oder für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes setzt die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jedes Jahr während zehn Jahren anhand des von ihr zur Verfügung gestellten Formulars die energetischen Verbrauchsdaten des betreffenden Gebäudes mitzuteilen.

Die in Abs. 1 genannte Verpflichtung läuft ab dem Jahre der Auszahlung des Zuschusses.

§ 4 - Wird die Verpflichtung zur Übermittlung der Informationen betreffend den Energieverbrauch kraft § 3 nicht beachtet, so sind alle späteren Zuschussanträge für dasselbe Gebäude unzulässig solange der Antragsteller seine Verpflichtungen nicht erfüllt hat.

Art. 9 - Die Zuschussanträge für die Einführung einer Energiebuchhaltung oder für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes müssen vor der Bestellung und der Einleitung dieser Arbeiten eingereicht werden; diese Arbeiten finden so früh wie möglich nach der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses statt. Der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses kann von der Änderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte abhängig gemacht werden.

Wenn bestimmte Arbeiten jedoch dringend notwendig sind, können diese vor der Zustellung des Beschlusses betreffend die Akte anfangen, unter der Voraussetzung, dass die Verwaltung eine schriftliche Genehmigung zum Beginn der Arbeiten ausgestellt hat, wobei diese nicht als Zuschusszusage gelten kann.

Die Zuschussanträge für die Durchführung eines Energieaudits oder die Durchführung einer Durchführbarkeitsstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes werden spätestens sechs Monate nach dem Datum der Rechnung oder Honorarrechnung eingereicht.

Art. 10 - § 1 - Die bezuschussten Arbeiten werden binnen einer Frist von drei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses ausgeführt und abgenommen.

Diese Frist kann um ein Jahr verlängert werden, wenn der Zulassungsberechtigte spätestens drei Monate vor Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Frist einen diesbezüglichen schriftlichen und begründeten Antrag stellt.

§ 2 - Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der in vorliegendem Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form und Anwendungsmodalitäten festlegen.

KAPITEL IV — *Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses*

Art. 11 - § 1 - Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Einführung einer Energiebuchhaltung und für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes wird binnen zwölf Monaten nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten bei der Verwaltung eingereicht.

Falls dem Antragsteller eine Abweichung im Rahmen der Bestimmungen von Artikel 9 Abs. 2 gewährt worden ist, wird der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses binnen zwölf Monaten nach dem Datum der Zustellung der Zuschusszusage eingereicht.

§ 2 - Wird die in § 1 genannte Frist nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und wird der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses hinfällig.

§ 3 - Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Einführung einer Energiebuchhaltung und für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes umfasst:

- 1° den Beschluss zur Vergabe des Bauauftrags und die vergleichende Analyse der Angebote;
- 2° die Abschrift des Angebots des Auftragnehmers;
- 3° die verschiedenen Baufortschrittsberichte, die Endabrechnung und die entsprechenden Rechnungen;
- 4° das Protokoll der vorläufigen Abnahme der Arbeiten;
- 5° die Schuldforderungsanmeldung gegenüber der Region, in doppelter Ausfertigung, zwecks Auszahlung des Zuschusses.

§ 4 - Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Antrags zur Auszahlung des Zuschusses folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag auf Auszahlung unzulässig.

KAPITEL V — *Der Begleitausschuss*

Art. 12 - § 1 - Beim Minister wird ein Begleitausschuss eingerichtet, der mit der technischen Untersuchung der Akten bezüglich der Zuschussanträge beauftragt wird.

§ 2 - Der Begleitausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Vertreter des Ministers;
- 2° zwei Vertreter der Verwaltung;
- 3° ein oder mehrere vom Minister bestimmte Sachverständige im Bereich öffentliche Aufträge;
- 4° ein oder mehrere vom Minister bestimmte Sachverständige im Bereich Energie;

§ 3 - Für die Akten betreffend die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes bewertet der Begleitausschuss den Zuschussantrag nach folgenden Kriterien:

- 1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;
- 2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen, u.a. ihr Preis angesichts der durchschnittlichen Marktpreise;
- 3° die Energieeinsparung unter standardisierten Nutzungsbedingungen, insbesondere die Einsparung von Primärenergie und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen;
- 4° die Schätzung der buchhalterischen Payback-Dauer der Investition;

5° gegebenenfalls die aktive Energiepolitik des Gebäudes.

§ 4 - Für die anderen Zuschussantragsakten als diejenigen unter § 3 bewertet der Begleitausschuss deren Qualität nach folgenden Kriterien:

1° die Methodologie und technische Genauigkeit;

2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen;

3° die Energieeinsparung, insbesondere die Einsparung von Primärenergie, und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen.

KAPITEL VI — Zulassung der Auditoren

Art. 13 - § 1 - Jede natürliche Person kann als Auditor für gesamte Energieaudits von Gebäuden oder als Auditor für Beleuchtungssysteme zugelassen werden, wenn sie mindestens folgende Bedingungen erfüllt:

1° entweder eine Erfahrung von mindestens drei Jahren im betreffenden Kompetenzbereich nachweisen können, oder ein Masterdiplom als Zivilingenieur, als Architekt oder in Wissenschaften des Industrieingenieurs haben;

2° von jedem Lieferanten von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten, die im Audit erwähnt werden, unabhängig sein;

3° nicht weniger als drei Jahre vor der Einreichung des Zulassungsantrags Gegenstand eines Beschlusses zum Entzug der Zulassung oder der Kompetenz, die der beantragten Zulassung entspricht, oder eines Beschlusses zur Nicht-Verlängerung um ein Jahr der Zulassung oder der Kompetenz, die der beantragten Zulassung entspricht, gewesen sein, in Anwendung vorliegenden Erlasses, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE).

§ 2 - Der Zulassungsantrag wird anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

Die Akte bezüglich des Zulassungsantrags umfasst insbesondere folgende Elemente:

1° Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;

2° eine Kopie des erforderlichen Diploms oder jedes Dokument, durch welches die kraft § 1, 1° erforderliche Erfahrung bescheinigt wird;

3° eine Beschreibung der technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;

4° eine Kopie von mindestens drei vom Antragsteller im Laufe der letzten drei Jahre vor der Antragstellung durchgeführten Auditberichten, die den Kompetenzbereich, für den der Antragsteller zugelassen werden möchte, betreffen.

§ 3 - Innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist. Sind die Antragsunterlagen unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung ebenfalls die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

Der Minister befindet über den Zulassungsantrag innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Empfang der vollständigen Akte. Diese Frist verlängert sich auf sechzig Tage, wenn der Antragsteller von dem Minister oder seinem Beauftragten angehört worden ist. Der Minister stellt dem Antragsteller seine Entscheidung innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag des Eingangs der vollständigen Akte zu. Ist der Antragsteller von dem Minister oder seinem Beauftragten angehört worden, verlängert sich diese Frist auf neunzig Tage.

Der Zulassungsantrag wird auf der Grundlage der Elemente, aus denen die Akte bezüglich des Zulassungsantrags besteht, untersucht. Die Qualität der in § 2, Absatz 2, 4° genannten Berichte wird auf der Grundlage der in der Anlage 6 stehenden Kriterien untersucht.

Gegebenenfalls wird die Zulassung für eine Dauer von fünf Jahren ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers gewährt.

Die Zulassung kann erneuert werden, wenn der Auditor im Laufe der abgelaufenen Zulassungsperiode mindestens drei Audits im Kompetenzbereich der Zulassung durchgeführt hat, die den Anforderungen vorliegenden Erlasses genügen.

Die Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird spätestens hundertzwanzig Tage vor dem Ablaufdatum der Zulassung anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht. In diesem Fall wird die Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befunden hat.

§ 4 - Falls ein Antragsteller, der Inhaber eines der in § 1 1° aufgelisteten Diplome ist, die in § 2 Absatz 2 4° erwähnten Berichte seinem Zulassungsantrag nicht beifügen kann, hat die Zulassung eine Dauer von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers.

Im in Absatz 1 erwähnten Fall übermittelt der Zulassungsberechtigte der Verwaltung eine Abschrift der im Rahmen seiner Tätigkeit verfassten Berichte innerhalb von fünfzehn Tagen ab deren Verfassung.

Die Verwaltung untersucht ebenfalls die Qualität der übermittelten Berichte auf der Grundlage der in der Anlage 6 genannten Qualitätskriterien.

Binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der Berichte teilt die Verwaltung dem Zulassungsberechtigten mit, ob sich aus der vorgenannten Kontrolle keine Mängel erwiesen haben.

Spätestens vierzig Tage vor dem Ablaufdatum dieses ersten Zulassungsjahres und falls bei den in Absatz 3 erwähnten Kontrollen auf der Grundlage der in der Anlage 6 erwähnten Qualitätskriterien wiederholte Mängel festgestellt worden sind oder auch wenn der zugelassene Auditor keinen Auditbericht erstellt hat, teilt der Minister oder sein Beauftragter dem Zulassungsberechtigten mit, dass die Zulassung abgelaufen ist.

Am Ende des ersten Zulassungsjahres und falls bei den vorerwähnten Kontrollen keine wiederholten Mängel auf der Grundlage der in der Anlage 6 erwähnten Qualitätskriterien festgestellt worden sind, wird die Zulassung durch den Minister oder seinen Beauftragten für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren verlängert.

§ 5 - Der Minister oder sein Beauftragter ist berechtigt, die von zugelassenen Auditoren durchgeführten Audits zu kontrollieren.

Unbeschadet der Möglichkeit von Strafmaßnahmen kann die Verwaltung dem Auditor die Korrektur der Audits auferlegen, deren schlechte Qualität im Hinblick auf die in der Anlage 6 bestimmten Kriterien festgestellt worden ist.

Der Minister kann den Auditor bestrafen, der ein Audit durchgeführt hat, das den in der Anlage 6 bestimmten Qualitätskriterien nicht entspricht.

Wenn der Minister oder sein Beauftragter in einem durchgeführten Audit Mängel feststellt, informiert er den Auditor brieflich darüber.

In diesem Brief werden der oder die betreffenden Auditberichte sowie die vorerwähnten Qualitätskriterien, deren Nichteinhaltung festgestellt worden ist, erwähnt; durch diesen Brief wird der Auditor ebenfalls vorgeladen. Bei dessen Anhörung lässt der Auditor seine Argumente bezüglich der festgestellten Mängel gelten. Nach dieser Anhörung oder wenn der Auditor die Anhörung verweigert, beschließt der Minister ggf. die Einsendung einer Mahnung, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung.

Der Minister oder sein Beauftragter stellt dem Auditor seinen Beschluss zu.

Die einem Sachverständigen aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") gewährte Zulassung wird für den betreffenden Kompetenzbereich für eine Dauer, die derjenigen gleich ist, die der Minister für die in Anwendung vorliegenden Erlasses gewährte Zulassung beschlossen hat, ausgesetzt oder endet von Rechts wegen, falls die in dem vorliegenden Erlass erwähnte Zulassung entzogen wird.

§ 6 - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der für Energieaudits zugelassenen Auditoren.

KAPITEL VII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 14 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Zulassungsanträge unterliegen weiterhin dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA).

Art. 15 - § 1 - Für eine Investition, die die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes bezweckt, kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ein Zuschussantrag während eines Zeitraums von sechs Monaten ab dem Inkrafttredatum vorliegenden Erlasses für die Durchführung eines Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie eingereicht werden, wobei den Zulässigkeitskriterien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) genügt wird. In diesem Fall wird der Betrag des Zuschusses in Übereinstimmung mit Artikel 4 § 1 Abs. 1 1° berechnet.

§ 2 - Für die Einführung einer Energiebuchhaltung oder die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes - unter Ausschluss der Installation von photovoltaischen Solarzellen - kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ein Zuschussantrag während eines Zeitraums von einem Jahr ab dem Inkrafttredatum vorliegenden Erlasses eingereicht werden, wobei den Zulässigkeitskriterien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) genügt wird. In diesem Fall ist der Betrag des Zuschusses 15 Prozent des Betrags der beihilfefähigen Kosten im Sinne desselben Erlasses.

§ 3 - Die Kumulierung der in § 1 und § 2 genannten Zuschüsse mit anderen Subsidien ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse 100 Prozent des Gesamtbetrags der kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Die in § 1 und § 2 genannten Anträge werden gemäß Artikel 7 eingereicht und gemäß Artikel 8, 9, 10, 11 und 12 untersucht.

Art. 16 - Vorliegender Erlass ist auf die Zulassungen anwendbar, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) eingereicht wurden. Dazu sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° die zugelassenen Auditoren, die ihre Zulassung für einen der folgenden Zuständigkeitsbereiche erhalten haben, haben Anspruch auf eine Zulassung als Auditor für gesamte Energieaudits von Gebäuden:

- a) gesamtes Energieaudit von Gebäuden;
- b) Audit von Heizungs-, Belüftungs- und Klimatisierungssystemen;
- c) Audit von Systemen zur Energieerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen;
- d) Energieaudit für Industrieverfahren.

2° die zugelassenen Auditoren, die ihre Zulassung für den Zuständigkeitsbereich bezüglich der Durchführung von Audits von Beleuchtungssystemen erhalten haben, haben Anspruch auf eine Zulassung als Auditor für Beleuchtungssysteme.

Vorliegender Erlass ist auf die Zulassungsanträge anwendbar, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) eingereicht wurden.

KAPITEL VIII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Artikel 2, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters wird durch Folgendes ersetzt:

«2° "Antragsteller": jede natürliche oder juristische Person, mit Ausnahme derjenigen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA), des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die

Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) einen dieselbe solare Warmwasserbereitungsanlage betreffenden Investitionszuschuss schon erhalten haben.»

Art. 18 - Bei Betrug gegen vorliegenden Erlass, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 Erlass der Wallonischen Regierung über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) kann der Anspruchsberechtigte keinen Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses beantragen.

Art. 19 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA), in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 2010 zuletzt abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 21 - Vorliegender Erlass kann auch mit dem Wortlaut "UREBA" bezeichnet werden.

Art. 22 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 1

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Einführung einer Energiebuchhaltung

1. Zielsetzung:

Die Energiebuchhaltung hat zum Ziel, eine Überwachung des Energieverbrauchs eines Gebäudes über die Zeit zu ermöglichen und die im Bereich des Energiemanagements eines Gebäudes zu treffenden Entscheidungen zu dokumentieren, indem insbesondere folgende Maßnahmen gewährleistet werden:

- 1° die Sammlung, Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der pro System, Verbrauchspunkt, Dienst oder Einheit verbrauchten Energieträger;
- 2° die Aufstellung von Verbrauchsquoten pro System, Verbrauchspunkt, Dienst oder Einheit;
- 3° eine Alarm- und Kontrollfunktion bei übermäßigem Energieverbrauch;
- 4° die Bewertung der Auswirkungen der durchgeführten Maßnahmen.

2. Anforderungen:

§ 1 - Die Energiebuchhaltung muss das Folgende ermöglichen:

- 1° die Sammlung der in physikalischen Einheiten ausgedrückten Daten über den Verbrauch der verschiedenen Energieträger im Gebäude und über die verschiedenen Anwendungen pro Träger und Zweckbestimmung, unabhängig von den Preisen und Tarifen;
- 2° die Ausarbeitung von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;
- 3° eine Überwachung der Lage über die Zeit, so dass bei jedem übermäßigem Verbrauch oder abnormalen Zustand eine rasche Reaktion ermöglicht wird;
- 4° die Berücksichtigung jeglicher bedeutenden Schwankung in den Zweckbestimmungen des Energieverbrauchs im Gebäude;
- 5° die Miteinbeziehung aller Stufen der Informationsverarbeitung: Erfassung und Verarbeitung der relevanten Daten, Bildung von operationellen Indikatoren, Mitteilung an die Personen, die im Stande sind, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, ständige Überwachung der Weiterentwicklung. Die Ergebnisse müssen u.a. auf die Verbesserung der Energieeffizienz und der Energiebilanz im Allgemeinen hinweisen.

§ 2 - Der Ablauf der Energiebuchhaltung umfasst drei unterschiedliche Stufen:

1° die Datensammlung:

Die Sammlung der Daten muss zur Identifizierung der Systeme und Verbrauchspunkte führen, indem die Anwendungen ggf. differenziert werden, so dass eine allgemeine Übersicht des Energieverbrauchs entsteht.

Jedes System und jeder Verbrauchspunkt muss durch folgende Angaben identifiziert werden:

- a) der Energieträger;
- b) die Energieanwendung (Heizung oder nicht);
- c) die Energiezufuhr (Zähler oder Lagerung);
- d) die physikalische Zählereinheit (Liter, m³, kg, kWh,...);
- e) der Multiplikator zwischen dem Index und der physikalischen Zählereinheit;
- f) der anzuwendende Multiplikator für die Standardisierung des Verbrauchs in kWh.

2° die Datenverarbeitung:

Die gemessenen Daten müssen derart gespeichert werden und verarbeitet werden, dass:

- a) der Energieverbrauch standardmäßig mit einer selben Einheit (kWh) ausgedrückt wird;

- b) der Energieverbrauch in Primärenergie-Einheiten gerechnet wird;
- c) der Einfluss schlechter Wetterbedingungen in den Verbrauchsdaten beseitigt wird, indem diese auf eine als Referenz dienende Wetterlage aufgrund von Gradtagen zurückgebracht werden;
- d) die CO₂-Emissionen für eine als Referenz dienende Klimalage berechnet werden;
- e) für jedes System und jeden Verbrauchspunkt Vergleichsquoten und eine für die Nutzung des Gebäudes typische Leistungstabelle erstellt werden. Jede für das Energiemanagement verantwortliche Person wählt die Kriterien aus, die für sie am meisten relevant sind.

3° Auslegung und Darstellung der Ergebnisse:

Um die Ergebnisse auszulegen und operative Schlussfolgerungen zu ziehen, ist eine gute Kenntnis des Gebäudes, dessen Systeme und dessen Zweckbestimmungen erforderlich.

Der Antragsteller ist verpflichtet, eine Person zu bezeichnen, die für die Überwachung und die Auswertung der Daten verantwortlich ist.

Gegebenenfalls können mit den Ergebnissen insbesondere folgende Elemente festgestellt werden:

- a) Lese- und Kodierfehler oder plötzlicher übermäßiger Verbrauch;
- b) Regulierungsprobleme;
- c) allmählich vortretender Überverbrauch (mangelnde Wartung der Ausrüstungen,...);
- d) das Vorhandensein eines Energieverbrauchs, der nicht von der Wetterlage abhängt;
- e) die Erstellung einer Energieverbrauchsstufe für ein Jahr unter normalen Klimaumständen;
- f) die Erstellung eines Haushaltsplans mit Energiekosten für ein Jahr unter normalen Klimaumständen;
- g) die Messung der dank der durchgeführten Projekte erreichten Ersparnisse.

Die Ergebnisse müssen auf deutliche, für Nichtspezialisten verständliche Weise dargelegt werden (graphische Darstellung, Tabelle,...).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 2

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für Energieaudits

1. Zielsetzung:

Das Energieaudit eines Gebäudes hat zum Zweck, dem Auftraggeber auf einfache und trotzdem eindeutige Weise eine Lage der Energieeffizienz des unter realen Gebrauchsbedingungen geprüften Gebäudes, sowie die Verbesserungen, die vorgenommen werden können, und die sich daraus ergebenden Energieeinsparungen vorzulegen. Das Audit muss die Erstellung eines globalen Aktionsplans ermöglichen, der die vorzunehmenden Maßnahmen hierarchisch gliedert und die Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes bezweckt, und zwar durch die Bewertung der Relevanz einer Investition, die durchzuführen ist und die dazu bestimmt ist:

- 1° die Energie rationeller zu benutzen;
- 2° auf erneuerbare Energiequellen oder auf hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung zurückzugreifen.

2. Anforderungen:

§ 1 - Das Energieaudit muss die folgenden Punkte umfassen:

1° eine Beschreibung der Merkmale (Außenhaut und Systeme) des Gebäudes und dessen Anwendungen auf der Grundlage von energetischen Erwägungen, einschließlich der Managementsysteme und der Schlüsselparameter für die Regulierung;

2° eine globale Untersuchung der Energieflüsse im Gebäude: Energieverbrauch in den letzten drei Jahren pro Energieträger (Gas, Heizöl, Strom, Kohle,...), die in physikalischen Einheiten (kWh, T,L,...), in kWh ausgedrückt und normalisiert (d.h. auf ein Jahr unter normalen Klimaumständen - für die betroffenen Anwendungen - zurückgebracht) sind. Sie führt zu einer Tabelle des in MWh Primärenergie umgerechneten Endverbrauchs und der CO₂-Emissionen (Kg CO₂) (auf der Grundlage von durch den Minister mitgeteilten Umrechnungsfaktoren);

3° eine Identifizierung der Punkte, die zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes führen können, wobei diese Punkte in der Vorrangreihenfolge geordnet sind (Außenhaut, Ausrüstungen, Management,...).

Das Audit muss die Erstellung eines globalen Aktionsplan zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes oder die Beurteilung der Relevanz einer Investition ermöglichen, die darauf abzielt, die Energie rationeller zu verwenden oder auf erneuerbare Energiequellen oder auf hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung zurückzugreifen.

§ 2 - Der Auditbericht über das Energieaudit muss insbesondere das Folgende umfassen:

- 1° Zielsetzung des Audits (welches sind die im Audit untersuchten Vektoren, die etwaigen Begrenzungen,...)
- 2° die Arbeitshypothesen; im Audit verwendete Parameter (Umsetzungsfaktoren - unterer Heizwert, oberer Heizwert, CO₂-Emissionskoeffizienten - Kosten der unterschiedlichen Vektoren,...)
- 3° allgemeine Darstellung der Merkmale des (bzw. der) Gebäude(s) (Baujahr, Architektur, Zweckbestimmung, benutzte Fläche, ...)

4° Analyse der Verbrauchsmengen - idealerweise über mindestens 3 Jahre für jeden analysierten Vektor - (in Bruttowerten, die eventuell unter Berücksichtigung der Gradtage korrigiert werden mit ggf. einem Vergleich mit anderen Gebäuden in demselben Sektor,...); ggf. Entwicklung des Verbrauches im Laufe eines bestimmten Zeitraums (Kalenderjahr, Sommermonate,...), mittels deren vorübergehende Phänomene erkennbar werden können (viertelstündige Spitze, Verbrauchsspitze,...)

- 5° die detaillierte Beschreibung der Außenhaut des Gebäudes und der Ausrüstungen mit deren etwaigen Mängeln;

6° die Energiebilanz (durch Rechnungen unterstützt - Werte der Übertragungskoeffizienten, Schätzung der Lüftererneuerung, Berechnung der Wärmeverluste, Leistungen der Anlage,...)

7° Verbesserungsvorschläge (sie werden hinsichtlich der Ausführung - verwendete Materialien und deren Stärke - oder der verwendeten Technik - Kondensation, Rückgewinnung der etwaigen Wärme - beschrieben und mit Zahlen für die Kosten, die Energieeinsparung, die Verringerung der Emissionen von gasförmigen Schadstoffen und Rentabilität belegt) - die Verbesserungen werden in einer logischen Reihenfolge (Strukturen, Ausrüstungen, Verwaltung) oder nach deren Priorität (begründet durch den Zustand des Gebäudes und/oder der Ausrüstungen, die erreichten Einsparungen und die Rentabilität) vorgestellt, dies unter Berücksichtigung der Auswirkungen von jeder von ihnen auf die folgenden; man wird besonders auf die Anpassung der Bedürfnisse an das vorgeschlagene Material aufmerksam sein;

8° etwaiges Zurückgreifen auf Technologien wie die Kraft/Wärme-Kopplung, die Verwendung von erneuerbaren Energiequellen;

9° für die berücksichtigten Verbesserungen verfügbare Beihilfen (Quellen, Beträge,...)

10° Schlussfolgerungen, die deutlich und durch eine Person, die keine spezifische Kenntnisse in den betreffenden Bereichen hat, interpretierbar sein müssen.

§ 3 - Die vorgeschlagenen Verbesserungen müssen die Anforderungen, und insbesondere die energetischen Anforderungen, die kraft der verschiedenen Regelungen gelten, einhalten.

Wenn die verschiedenen Berechnungen mit ihren Hypothesen und den verwendeten Parametern, kein Bestandteil des Audits sind, werden sie als Anlage angegeben.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt des Audits und des Auditberichts zu ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 3

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Ausführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition

1. Zielsetzung:

Die Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition hat zum Zweck, die Dimensionierung und die interessantesten technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale einer Investition ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investition festzulegen. Die Studie muss mehrere Hypothesen prüfen, die ggf. die in der Anlage 5 erwähnten energetischen Mindestanforderungen erfüllen.

2. Anforderungen:

Die Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition muss die folgenden Elemente enthalten:

1° die Darstellung der durch die Investition zu befriedigenden energetischen Bedürfnisse und der effektive Verbrauch vor der Investition im Falle eines bestehenden Gebäudes;

2° die Arbeitshypothesen;

3° die Berechnung der technischen Dimensionierung der Investition und die für diese Berechnung benutzten Bezugsgrößen;

4° die globale Energiebilanz unter Berücksichtigung des vorgeschlagenen Systems, der bestehenden Systeme, ihrer Regulierungsart und ihrer Interaktion;

5° ggf. eine Bewertung der Betriebsanforderungen (Instandhaltung,...);

6° eine Bewertung der Energie- und CO₂-Einsparungen;

7° eine Einschätzung des wirtschaftlichen Aufwands der Investition;

8° eine Schätzung der Payback-Dauer der Investition;

9° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt der Durchführbarkeitsvorstudie zu ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 4

Anleitung über die Berechnung der Energieeinsparungen infolge der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz in Gebäuden**1. Zielsetzung:**

Die Anleitung hat zum Zweck, die technischen Eigenschaften, einschließlich der angemessenen Dimensionierung, sowie die energetischen und wirtschaftlichen Eigenschaften der Investition festzulegen, um die Leistungsfähigkeit der geplanten Vorrichtungen zu bewerten zu können.

2. Anforderungen:

Die Anleitung muss insbesondere folgende Elemente umfassen:

1° die Darstellung der technischen Eigenschaften der Investition, die darauf abzielt, den Energiebedarf zu verringern, und, wenn nötig, als Ergänzung, die technischen Lösungen, durch die den Energiebedürfnissen effizienter und wirtschaftlicher Rechnung getragen wird;

2° die Arbeitshypothesen;

3° die Berechnungen zur technischen Dimensionierung der Investition und die bei diesen Berechnungen benutzten Bezugsgrößen (je nach Fall Wärmeleitkoeffizienten vor und nach den Arbeiten und Leistungen der Anlage);

4° eine Bewertung der Energieeinsparung und der Verringerung der Schadstoffemissionen (CO₂, SO₂);

5° die wirtschaftliche Bilanz der Investition unter Berücksichtigung der Investitionskosten und der Verwertung der Energieeinsparungen;

6° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen;

7° die Normen und Merkblätter, auf die Bezug genommen wird.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt der Anleitung zu ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 5

Liste der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, für das Zuschüsse zugesagt worden sind

Im Rahmen des vorliegenden Erlasses können die folgenden Arbeiten bezuschusst werden, soweit sie ausschließlich für die Umsetzung von energetischen Verbesserungen notwendig sind, mit Ausnahme der Arbeiten, deren buchhalterische Payback-Dauer zwanzig Jahre für Investitionen betreffend die Systeme und sechzig Jahre für Investitionen betreffend die Außenhaut überschreitet:

1. Die Installierung von Systemen, die erneuerbare Energiequellen für die spezifischen Bedürfnisse des Gebäudes nutzen. Nur die folgenden Systeme sind betroffen:

1° die Wärmepumpen, mit Ausnahme derjenigen, die eine Systemumkehrung für eine Klimatisierung bei starker Hitze ermöglichen. In diesem Fall muss die der Anlage 4 entsprechende Anleitung durch die Berechnung der Nettoeinsparung der Primärenergie auf jährlicher Basis im Rahmen der dem Gebäude für die vorgeschlagene Wärmepumpe angepassten Betriebsbedingungen ergänzt werden.

In Abweichung ist der Ausschluss der Wärmepumpen, die eine Systemumkehrung ermöglichen, im Rahmen der Benutzung in einem Krankenhaus, einem Altenheim, einem Alten- und Pflegeheim nicht anwendbar, unter dem Vorbehalt, dass die Investition durch die Anwendungsbedingungen (Lastprofile in Wärme und in Kälte) energetisch interessant wird.

2° die Installierung von Wasserheizsystemen mit Solarzellenauslegern ist bezuschussbar, unter der Bedingung, dass:

a) der Sonnenkollektor den Anforderungen der anwendbaren europäischen Norm entspricht;

b) das System eine Primärenergieeinsparung ermöglicht;

c) die Arbeiten durch einen zugelassenen Installateur im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters ausgeführt werden;

d) die Anlage ein System zur Überwachung seiner Leistungen umfasst, das ermöglicht, jährlich eine globale Energiebilanz zu erstellen (Erzeugung von Solarenergie und Zusatzsystem).

3° die Heizkessel für Biomasse sowie ihre Nebenanlagen. Die Heizkessel für Biomasse müssen einen thermischen Wirkungsgrad aufweisen, der nach der Norm NBN EN 303-5 berechnet wenigstens 85 % beträgt. Zudem müssen sie den Definitionen, Anforderungen, Tests und Kennzeichnungen dieser Norm entsprechen.

2. Die Installierung oder die Ausdehnung eines Wärmenetzes, insofern diese Arbeiten für eine rationelle Energienutzung unerlässlich sind.

In diesem Fall muss die der Anlage 4 entsprechende Anleitung durch ein Berechnungsblatt ergänzt werden, durch das belegt wird, dass das Wärmenetz eine globale Energieeffizienz aufweist, die höher ist als die der dezentralisierten Anlagen.

3. Die Installierung von hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, einschließlich der spezifischen Stromversorgung der Anlage, die für den Bedarf eines Gebäudes oder mehrerer naheliegender Gebäude erforderlich ist. In diesem Fall muss die der Anlage 4 entsprechende Anleitung durch eine Beurteilung der jährlichen globalen Energiebilanz der gesamten Anlagen (Kraft/Wärme-Koppler und zusätzliche Wärmesysteme) ergänzt werden.

4. Die Wärmedämmung der Wände des Gebäudes, die nachstehend angeführt wird und ermöglicht
- Entweder Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten zu erzielen, die folgende Werte nicht überschreiten
 - oder Wärmewiderstandskoeffizienten zu erzielen, die wenigstens folgende Werte erreichen:

Wände der Wärmeverlustrfläche des Gebäudes	U_{max} (W/m^2K) oder R_{min} (m^2K/W)
a. Fensterscheiben	U_{max} 1,1
Das Fenster (Rahmen und Glas) weist einen Wärmeleitkoeffizient auf von weniger als	U_{max} 1,8
b. Türen	U_{max} 2
c. Undurchsichtige Mauern und Wände:	
1° die nicht mit dem Erdboden in Berührung kommen, mit Ausnahme der unter 2° genannten Mauern	U_{max} 0,32
2° die mit einem Belüftungshohlraum oder einem Keller außerhalb des geschützten Volumens in Berührung kommen	R_{min} 1,2
3° die mit dem Erdboden in Berührung kommen	R_{min} 1,3
d. Dach oder Decke zwischen dem geschützten Volumen und einem nicht beheizten und nicht gegen Frost geschützten Raum	U_{max} 0,27
e. Fußböden:	
1° Fußböden, die mit der Außenwelt in Berührung kommen oder sich über einer nicht geheizten anliegenden Fläche befinden	U_{max} 0,35
2° Andere Fußböden (Fußböden auf ebener Erde oder über einem Belüftungshohlraum, oder einem Keller außerhalb des geschützten Volumens, unterirdische Kellerfußböden)	U_{max} 0,35 oder R_{min} 1,3

Die Werte U_{max} und R_{min} werden berechnet auf der Grundlage der Anlage VII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie hinsichtlich der Energieeffizienz von Gebäuden.

5. Die Ersetzung oder Verbesserung jeglichen Heizsystems, die einer der nachstehenden Kategorien entspricht:

1° Kondensationskessel. In diesem Fall umfasst die Antragsakte das Schema der Anlage und der Regulierungsvorrichtung, auf deren Grundlage nachgewiesen werden kann, dass die Rücklauftemperatur der Wärmeträgerflüssigkeit die Kondensation wirklich ermöglicht;

2° Arbeiten zur Gliederung des Wärmeverteilungssystems je nach den verschiedenen Anwendungen im Gebäude;

3° Einbau von Thermostatventilen, die an die jeweilige Zweckbestimmung der Räume angepasst sind und die dazu dienen, ein mögliches übermäßiges Beheizen zu verhindern und/oder die Verringerung der Raumtemperatur von spezifischen Räumen zu ermöglichen;

4° Einbau von Regulierungssystemen, die mindestens eine Optimierung der Anlagen bei deren Stillstand je nach den äußeren klimatischen Verhältnissen und dem inneren Bedarf ermöglichen müssen;

5° alle sonstigen Arbeiten, die die Heizanlagen betreffen und die dazu dienen, dass das Heizsystem (Kessel, Wärmeverteilung und Regulierung) möglichst leistungsfähig wird, d.h. ein System bildet, das einerseits eine Energieeffizienz entwickelt, die diejenige eines klassischen Systems übertrifft und andererseits eine Wärmerversorgung und -regulierung ermöglicht, die für die verschiedenen Nutzungen auf den Grundsätzen der rationellen Energieverwendung beruht.

In allen Fällen müssen die Leitungen zur Verteilung der Wärme des bezuschussten Heizungssystems, die sich nicht in beheizten Räumen befinden, unter Einhaltung der Regeln der Technik isoliert werden.

6. Die folgenden Verbesserungen der Beleuchtungsanlagen:

1° Die Ersetzung des Beleuchtungssystems durch ein System, das den geltenden belgischen Normen entspricht und dessen installierte Leistung nach den Arbeiten folgende Werte nicht überschreiten darf:

a) $3 W/m^2$ je 100 lux in den Sporthallen und Schwimmbädern;

b) $2,5 W/m^2$ pro 100 lux in Büro- und Schulräumen;

c) $3 W/m^2$ je 100 lux in den zu medizinischen Zwecken benutzten Räumlichkeiten;

d) zwischen $3 W/m^2$ pro 100 lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. $30 m \times 2 m \times 2,8 m$) und $8,5 W/m^2$ pro 100 lux in hohen und schmalen Gängen (mind. $30 m \times 1 m \times 3,5 m$);

Es ist nicht zulässig, nur die Lichtquelle zu ersetzen. Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, werden diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet.

2° Der Einbau eines jeglichen Systems, da seine Leistungsoptimierung des Beleuchtungssystems ermöglicht, unter anderem:

a) Zeitschalter, ggf. mit Anwesenheitsdetektoren, in den Durchgangsräumen sowie den Korridoren, Toiletten...;

b) entweder Ein/Aus-Regelung oder stufenlose Regelung des Lichtstroms je nach der natürlichen oder örtlichen Beleuchtungsstärke;

c) Doppelschaltung, die eine begrenzte Beleuchtung ermöglicht (von 30 bis 50%).

7. Einbau drehender Elektroausrüstungen (Pumpen, Ventilatoren, Kompressoren), deren Motor mit einer Drehzahlregelung versehen ist. Was den Bedarf an Heizung, Belüftung oder Kühlung betrifft, muss die Ausrüstung mit einer automatischen Steuerung versehen sein, die an den wirklichen Bedarf des Gebäudes oder dessen Benutzer angepasst ist.

8. Einbau jeglicher Ausrüstungen im Bereich der Belüftung, der Kühlung und des Schutzes gegen ein übermäßiges Beheizen eines Gebäudes, die einer der folgenden Kategorien entsprechen:

1° Regelungssysteme, die eine Steuerung der Liefermengen je nach Bedarf ermöglichen: Uhr, Anwesenheitsdetektor, CO_2 -Sonde,... die die Regulierung der Belüftung ermöglichen;

2° Anlage zur Wärmerückgewinnung aus der Abluft des Gebäudes. In diesem Fall muss die der Anlage 4 entsprechende Anleitung durch die Berechnung der Nettoeinsparung an Primärenergie auf jährlicher Basis im Rahmen der dem Gebäude für das vorgeschlagene System angepassten Betriebsbedingungen ergänzt werden;

3° Einbau von Anlagen zum Außensonnenschutz, die zum Zweck haben, die Betriebsdauer einer bestehenden Klimaanlage zu verringern oder die durch das Vermeiden einer Überhitzung dazu führen, dass auf eine derartige Anlage verzichtet werden kann. Die mit Sonnenschutzvorrichtungen ausgestatteten Fenster müssen zwischen Südost und West über Süd ausgerichtet sein, d.h. zwischen 135° und 270°;

4° Systeme, die die Benutzung von Kühlanlagen durch eine direkte Kühlung des Eiswasserkreislaufs durch die Außenluft (das sogenannte "Free-chilling") begrenzen;

5° Kühlanlagen durch natürliche oder hybride Belüftung.

9. Einbau jeglicher anderer Ausrüstung oder jeglichen anderen Systems, die bzw. das eine Verbesserung der Energieeffizienz bezweckt, unter Ausschluss von Systemen, die erneuerbare Energiequellen nutzen, die nicht unter dem oben erwähnten Punkt 1 angeführt werden, und besonders leistungsfähig ist, d.h. jegliche Ausrüstung oder jegliches System, die bzw. das einerseits eine überdurchschnittliche Energieeffizienz entwickelt und andererseits eine auf den Grundsätzen der rationellen Energieverwendung beruhende Lösung für die verschiedenen Nutzung des betroffenen Gebäudes bildet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. April 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung von Gebäuden (UREBA) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 6

Durch die Verwaltung im Rahmen des Zulassungsverfahrens analysierte Qualitätskriterien

Kriterium 1: Zielsetzungen, Hypothesen und Bestandsaufnahme:

1° Zielsetzung des Audits (welches sind die im Audit untersuchten Vektoren, etwaige Begrenzungen,...);

2° Arbeitshypothesen: im Audit verwendete Parameter (Umsetzungsfaktoren - unterer Heizwert, oberer Heizwert, CO₂-Emissionskoeffizient - Kosten der unterschiedlichen Vektoren,...);

3° Allgemeine Darstellung der Merkmale des (bzw. der) Gebäude(s) (Baujahr, Architektur, Zweckbestimmung, benutzte Fläche,...) oder des Industrieverfahrens oder der Nützlichkeit (Dampf, Druckluft, usw.)

Kriterium 2: Analyse der Lage:

1° Analyse der Verbrauchsmengen - idealerweise je Zeiträume von mindestens drei Jahren für jeden analysierten Vektor - (in Bruttowerten, die eventuell unter Berücksichtigung der Gradtage korrigiert werden: ggf. Vergleich mit anderen Gebäuden in demselben Sektor,...) ggf. Entwicklung des Verbrauches im Laufe eines bestimmten Zeitraums (Kalenderjahr, Sommermonate,...), mittels deren vorübergehende Phänomene erkennbar werden können (viertelstündige Spitze, Verbrauchsspitze,...)

2° Detaillierte Beschreibung des Industrieverfahrens, der Nützlichkeit oder der Umhüllung des Gebäudes und der Ausrüstungen mit deren etwaigen Mängeln;

3° Energiebilanz (durch Rechnungen unterstützt - z.B. für ein Gebäude: Werte der Übertragungskoeffizienten, Schätzung der Lufterneuerung, Berechnung der Wärmeverluste, Leistungen der Anlage,...).

Kriterium 3: mit Zahlen belegte Vorschläge zu Verbesserungen:

1° Verbesserungsvorschläge (z.B. in Bezug auf ein Gebäude; sie werden hinsichtlich der Ausführung - verwendetes Material, Dicke - oder der verwendeten Technik - Kondensation, Rückgewinnung der etwaigen Wärme - beschrieben und mit Zahlen für die Kosten, die Energieeinsparung, die Verringerung der Emissionen von gasförmigen Schadstoffen und Rentabilität belegt) - die Verbesserungen werden in einer logischen Reihenfolge (Strukturen, Ausrüstungen, Verwaltung) oder nach Priorität (begründet durch den Zustand des Gebäudes und/oder der Ausrüstungen, die erreichten Einsparungen und die Rentabilität) vorgestellt, dies unter Berücksichtigung der Auswirkung von jeder von ihnen auf die folgenden; man wird besonders auf die Anpassung der Bedürfnisse an das vorgeschlagene Material aufmerksam sein;

2° Etwaiges Zurückgreifen auf Technologien wie die Kraft/Wärme-Kopplung, die Verwendung von erneuerbaren Energiequellen, ...

Kriterium 4: Kenntnis der Mechanismen in Sachen finanzielle Beihilfen der öffentlichen Behörden:

Für die berücksichtigten Verbesserungen verfügbare Beihilfen (Quellen, Beträge, ...)

Kriterium 5: Schlussfolgerungen:

Kurze Auflistung der relevantesten Beschlüsse, die umzusetzen sind, um die Lage unter Berücksichtigung der festgesetzten Zielsetzung aufzubessern.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/202456]

28 MAART 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 7 tot 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 november 2012;

Gelet op het advies 52.844/4 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. § 1. Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG, alsook van Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit (omwerking).

§ 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Minister : de Minister die voor het Energiebeleid bevoegd is;

2^o administratie : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Gebouw;

3^o publiekrechtelijke persoon : elke gemeente, elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en elke provincie, evenals elke lokale politiezone met rechtspersoonlijkheid in de zin van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

4^o niet-commerciële instellingen : de instellingen zoals omschreven in artikel 1, 4^o, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

5^o hernieuwbare energiebronnen : alle andere energiebronnen dan fossiele brandstoffen en splijtstoffen, waarvan het toekomstige gebruik niet beperkt wordt door het verbruik daarvan, inzonderheid hydraulische energie, windenergie, zonne-energie, geothermische energie en de biomassa;

6^o kwaliteitswarmtekrachtkoppeling : elke gecombineerde productie van warmte en elektriciteit. Ze wordt ontworpen naar gelang van de warmte- of koelbehoeften van de afnemer en bespaart energie ten opzichte van de afzonderlijke productie van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit en, in voorkomend geval, van kou in de moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse exploitatierendementen jaarlijks door de "Commission wallonne pour l'énergie" (Waalse energiecommissie) "Cwape" bepaald en bekendgemaakt worden;

7^o energieprestatie van een gebouw "E.P.B." : de hoeveelheid energie die daadwerkelijk wordt verbruikt of geraamd om tegemoet te komen aan de verschillende behoeften in verband met een standaardgebruik van het gebouw, met inbegrip van de verwarming, het warme water, het mogelijke verkoelingsstelsel, de ventilatie en de verlichting; deze hoeveelheid, uitgedrukt in één of meer numerieke indicatoren, vloeit voort uit een berekening rekening houdend met de isolatie, de technische kenmerken en de kenmerken van de installaties, het concept van het gebouw en de ligging ervan, in verhouding tot de klimaatparameters, de ligging ten opzichte van de zon en het effect van de aanpalende structuren, de zelfproductie van energie en andere factoren zoals het binnenklimaat, die invloed hebben op de vraag naar energie;

8^o Energieboekhouding : boekhoudstelsel van de energiestroom zoals omschreven in bijlage 1, dat ten eerste als beleidsinstrument kan dienen voor het energiebeheer, meer bepaald door in de inzameling, de verwerking en de mededeling van informatie over door elke technische eenheid per dienst of per gebruik verbruikte energievectoren te voorzien, ten tweede verbruiksratio's kan vaststellen en ten derde, in voorkomend geval, alarm kan geven en de controle mogelijk kan maken bij buitensporig energieverbruik;

9^o energie-audit : evaluatiemethode, zoals omschreven in bijlage 2, van de energieprestatie van een gebouw, van de uitrustingen en het beheer ervan, rekening houdend met de kenmerken en het gebruik ervan;

10^o haalbaarheidsvoorstudie : studie, zoals omschreven in bijlage 3, naar de dimensionering en de technische, energetische en economische kenmerken van een investering zonder enige verwijzing naar een type of een specifiek merk met betrekking tot die investering;

11^o werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw : werken opgenomen in bijlage 5 bij dit besluit, die betrekking hebben op het gebruik van hernieuwbare energiebronnen, de installatie van een kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling, de verbetering van de verwarmingssystemen, de ventilatie, de airconditioning, de verlichting, het energiebeheer waarbij eveneens rekening gehouden wordt met het thermisch winter- en zomercomfort en de kwaliteit van de binnenlucht en die een betere energie-efficiëntie van een gebouw in de hand werken;

12^o erkend auditor : natuurlijk persoon, erkend krachtens artikel 13;

13° energieverantwoordelijke : de energieverantwoordelijke gecertificeerd in het kader van de opleidingscycli georganiseerd door het Waalse Gewest;

14° actief energiebeheersingsbeleid : samenhangend en gecoördineerd geheel van acties en methodes waaraan gebouwen uit eenzelfde gebouwenbestand onderworpen worden, om enerzijds de normale opvolging van het energieverbruik mogelijk te maken en om zich anderzijds de beginselen inzake rationeel energiegebruik in de bouw, het beheer, het onderhoud en de renovatie van het gebouwenbestand toe te eigenen, met als doel een betere energie-efficiëntie.

HOOFDSTUK II. — Toekenningsvoorwaarden van de subsidie

Art. 2. § 1. Voor de gebouwen die sinds minstens tien jaar zijn opgetrokken op de datum van indiening van de subsidieaanvraag kan er, binnen de perken van de begrotingskredieten, door de Minister een subsidie toegekend worden aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de invoering van een energieboekhouding, de doorvoering van audits en haalbaarheidsvoorstudies, evenals voor de uitvoering van werken voor een betere energie-efficiëntie van het gebouw, met inachtneming van volgende voorwaarden :

1° de publiekrechtelijke persoon of de niet-commerciële instelling die de subsidie aanvraagt, beschikt over een zakelijk hoofdrecht of een persoonlijk genotsrecht van negen jaar of meer op het gebouw en de ingevoegde of gerenoveerde bestanddelen maken deel uit van zijn eigendom of dat van een houder van een zakelijk recht op het goed;

2° op de datum van de indiening van de subsidieaanvraag wordt het gebouw gebruikt voor de uitvoering van de opdracht van openbare dienst of de niet-commerciële opdracht van de aanvrager.

De bestemming bedoeld in lid 1, 2°, wordt in stand gehouden voor een minimumduur van drie jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken waarvoor de subsidie is toegekend.

§ 2. Voor de gebouwen die sinds minstens tien jaar zijn opgetrokken of in opbouw zijn op de datum van indiening van de subsidieaanvraag kan er, binnen de perken van de begrotingskredieten, door de Minister een subsidie toegekend worden aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie van een gebouw die een beroep doen op hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekraftkoppeling of de invoering van een energieboekhouding, met inachtneming van volgende voorwaarden :

1° de publiekrechtelijke persoon of de niet-commerciële instelling die de subsidie aanvraagt, beschikt over een zakelijk hoofdrecht of een persoonlijk genotsrecht van negen jaar of meer op het gebouw en de ingevoegde of gerenoveerde bestanddelen maken deel uit van zijn eigendom of dat van een houder van een zakelijk recht op het goed;

2° op de datum van de indiening van de subsidieaanvraag wordt het gebouw gebruikt voor de uitvoering van de opdracht van openbare dienst of de niet-commerciële opdracht van de aanvrager; wanneer het gebouw in opbouw is, wordt het gebruikt voor de uitvoering van de opdracht van openbare dienst of de niet-commerciële opdracht van de aanvrager vanaf de ingebruikname van het gebouw.

De bestemming bedoeld in lid 1, 2°, wordt in stand gehouden voor een minimumduur van drie jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken waarvoor de subsidie is toegekend.

§ 3. Enkel de audits, studies en werken waarvoor de regelgeving inzake overheidsopdrachten is nageleefd komen in aanmerking.

§ 4. De acties en methodes bedoeld in artikel 1, 14°, vereisen de aanwijzing van een energieverantwoordelijke of van een persoon die een ervaring van minstens 2 jaar heeft inzake de energieopvolging van de gebouwen en steunen op de combinatie van verschillende acties die in een document zijn opgenomen. Deze acties bestaan uit de doorvoering van nauwkeurige audits of haalbaarheidsstudies van bijzondere energie-investeringen, de invoering van specifieke energieclausules in de bestekken voor de bouw, de renovatie en het onderhoud, een beter energiebeheer voor het gebouwenbestand, de informatieverstrekking aan of de sensibilisering van de bewoners, het vrijmaken van een specifiek voor energie-efficiëntie aangewende begroting en de invoering en exploitatie van een opvolging van het energieverbruik.

Art. 3. § 1. De grondslag voor de berekening van de subsidie wordt bepaald met als ijkpunt de gezamenlijke in aanmerking komende kosten, btw inbegrepen.

§ 2. Onder in aanmerking komende kosten wordt verstaan :

1° voor de invoering van een energieboekhouding, de levering en de installatie van de instrumenten voor de meting van het energieverbruik, het toebehoren, de kabels, de elektriciteitskasten, met inbegrip van eventuele afstandsbediende toestellen, de toestellen voor de registratie van de gegevens en de software voor de gegevensopvang, -analyse en -validering, evenals de kosten van de daarop betrekking hebbende personeelsopleiding;

2° voor de doorvoering van een energie-audit en de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie met betrekking tot een investering met het oog op de doorvoering van werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw, de nodige prestatie van de persoon belast met de studie, evenals de kost voor het verrichten van de eventuele energietellingen;

3° voor de werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw, de aankoop en de installatie van materiaal of uitrustingen voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw.

Art. 4. § 1. Het percentage dat geldt als grondslag voor de berekening van het subsidiebedrag bedraagt :

1° voor de invoering van een energieboekhouding, de uitvoering van een energie-audit door een erkende auditeur, van een haalbaarheidsvoorstudie betreffende een investering met het oog op de verwezenlijking van werken die de energie-efficiëntie van het gebouw kunnen verhogen :

a) 50 % van de in aanmerking komende kosten;

b) 55 % indien de aanvrager sinds minstens twee jaar een actief energiebeheersingsbeleid van zijn gebouwenbestand toepast;

2° voor de werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw mogelijk maken :

a) 30 % van de in aanmerking komende kosten;

b) 35 % indien de aanvrager sinds minstens twee jaar een actief energiebeheersingsbeleid van zijn gebouwenbestand toepast;

Als er voor de investeringen bedoeld in het eerste lid andere subsidies verleend worden door de gemeenschappen, het gewest, de provincies of de gemeenten, die gelijk zijn aan meer dan 40 % van het in dit besluit in aanmerking komende bedrag, worden de percentages vastgelegd in dit lid berekend op het deel van de investeringen dat niet onder die andere subsidies valt.

§ 2. Om in aanmerking te kunnen komen voor de subsidie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, dient het bedrag van de in aanmerking komende kosten minstens gelijk te zijn aan 2.500 euro.

In afwijking van lid 1 wordt een aanvraag met betrekking tot de uitvoering van identieke werken in meerdere gebouwen aanvaard zelfs als het bedrag van de in aanmerking komende kosten per gebouw het bedrag van 2.500 euro niet bereikt, op voorwaarde dat het samengevoegde bedrag van de in aanmerking komende kosten minstens gelijk is aan die som en die werken deel uitmaken van één enkel bestek.

Art. 5. De samenvoeging van de subsidie ingevoerd bij dit besluit met andere subsidies of premies is enkel mogelijk op voorwaarde dat de totale som van de toegekende subsidies 100 percent van het totaalbedrag van de in dit besluit in aanmerking genomen kosten niet overschrijft.

Art. 6. Om in aanmerking te komen voor subsidies wordt de energie-audit door een erkende auditeur uitgevoerd.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de subsidieaanvraag*

Art. 7. De subsidieaanvraag wordt bij de administratie ingediend.

Het subsidieaanvraagdossier bevat :

1° voor de invoering van een energieboekhouding :

- a) het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door de administratie;
- b) het bestek of omschrijving van de uit te voeren werken of het aan te brengen materieel;
- c) de kostenraming voor de levering en de plaatsing van het materieel bedoeld bij de subsidie;
- d) een toelichtingsnota met betrekking tot de conformiteit van de werken met het voorschrift van bijlage I;
- e) alle stukken met betrekking tot alle financieringsbronnen en de voor de doorvoering van de beoogde werken reeds verkregen, aangevraagde of aan te vragen subsidies;
- f) in voorkomend geval, een presentatie van het actief energiebeheersingsbeleid in het gebouwenbestand van de aanvrager;

2° voor de uitvoering van een energie-audit of van een haalbaarheidsvoorstudie betreffende een investering met het oog op de verwezenlijking van werken die de energie-efficiëntie van het gebouw kunnen verhogen :

- a) het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door de administratie;
- b) de energie-audit of de haalbaarheidsvoorstudie voor een investering die is uitgevoerd overeenkomstig het voorschrift van bijlage 2 of 3 naargelang;
- c) het afschrift van de omstandige factuur voor het ereloon van de energie-audit of de studie;
- d) het afschrift van het betaalbewijs;
- e) het attest van de auditeur waarbij laatstgenoemde bevestigt dat hij, op de bestellingsdatum van de energie-audit, beschikt over een geldige erkenning;
- f) alle stukken met betrekking tot alle financieringsbronnen en de voor de doorvoering van de beoogde investeringen reeds verkregen, aangevraagde of aan te vragen subsidies;
- g) in voorkomend geval, een presentatie van het actief energiebeheersingsbeleid in het gebouwenbestand van de aanvrager;
- h) de aangifte van schuldvordering tegenover het Gewest in tweevoudig exemplaar voor de vereffening van de subsidie;

3° voor de uitvoering van de werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in een gebouw :

- a) het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door de administratie;
- b) het bestek of omschrijving van de uit te voeren werken of het aan te brengen materieel;
- c) de omstandige kostenraming voor de levering en de plaatsing van het materieel bedoeld bij de subsidie;
- d) een toelichtingsnota betreffende de naleving van de energiecriteriën verwoord in bijlage 5;
- e) de gegevens inzake energieverbruik voor de drie jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag of, wanneer die gegevens onbeschikbaar zijn, de gegevens in verband met de performantie van de bouwschil waardoor een theoretisch energieverbruik berekend kan worden;
- f) de omschrijving van de aard van de bestemming van het gebouw en de gebruiksintensiteit ervan;
- g) een omstandige berekeningsnota voor de energiebesparingen voortvloeiend uit de overeenkomstig de vereisten van bijlage 4 overwogen werken;
- h) alle stukken met betrekking tot alle financieringsbronnen en de voor de doorvoering van de beoogde werken reeds verkregen, aangevraagde of aan te vragen subsidies;
- i) in voorkomend geval een presentatie van het actief energiebeheersingsbeleid in het gebouwenbestand van de aanvrager.

Art. 8. § 1. Binnen een maand na ontvangst van de subsidieaanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onontvankelijk wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager de gevraagde gegevens na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag onontvankelijk.

§ 2. De beslissing tot weigering van de subsidie wordt aan de aanvrager betekend binnen zes maanden, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst waaruit blijkt dat het dossier volledig is.

§ 3. Het toekennen van de subsidie voor de invoering van een energieboekhouding of voor werken met het oog op een betere energie-efficiëntie van een gebouw houdt de verplichting in om de administratie jaarlijks gedurende tien jaar de inlichtingen te verstrekken over het energieverbruik in het betrokken gebouw, aan de hand van het door de administratie ter beschikking gesteld formulier.

De verplichting bedoeld in lid 1 gaat in het jaar van de vereffening van de subsidie.

§ 4. Bij niet-naleving van de krachtens § 3 opgelegde verplichting om de gegevens te verstrekken in verband met het energieverbruik, zijn de latere subsidieaanvragen met betrekking tot hetzelfde gebouw onontvankelijk zolang de aanvrager zijn verplichtingen niet nakomt.

Art. 9. De subsidieaanvragen die betrekking hebben op de invoering van een energieboekhouding of de subsidieaanvragen die betrekking hebben op de uitvoering van werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw gaan vooraf aan de bestelling en uitvoering van de werken, die ten vroegste na kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie plaatsvinden. De beslissing tot toekenning van de subsidie kan gebonden worden aan de voorwaarde van wijziging van bepaalde technische aspecten van het aanvraagdossier.

Indien de werken evenwel dringend noodzakelijk zijn, kunnen ze vóór de kennisgeving van de beslissing i.v.m het dossier aangevat worden voorzover de administratie schriftelijk de toelating heeft gegeven om de werken aan te vangen die evenwel niet gelijkstaat met een beslissing tot toekenning van de subsidie.

De subsidieaanvragen die betrekking hebben op de doorvoering van een energie-audit of op de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering met het oog op de uitvoering van werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw mogelijk maken, worden uiterlijk zes maanden na de factuurdatum of de ereloonnota ingediend.

Art. 10. § 1. De gesubsidieerde werken worden uitgevoerd en opgeleverd binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Die termijn kan met één jaar worden verlengd indien de begunstigde daartoe een schriftelijk gemotiveerd verzoek indient, uiterlijk drie maanden voor de datum van verstrijken van de oorspronkelijk voorziene datum.

§ 2. De Minister of diens gemachtigde kan de inhoud van de documenten bedoeld in dit hoofdstuk, de vorm ervan en hun toepassingsmodaliteiten nader bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag tot vereffening van de subsidie*

Art. 11. § 1. De aanvraag tot uitbetaling van de subsidie voor de invoering van een energieboekhouding en voor de uitvoering van werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw dient bij de administratie te worden ingediend binnen de twaalf maanden te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken.

In het geval dat een afwijking is toegekend aan de aanvrager met inachtneming van de bepalingen van artikel 9, tweede lid, wordt de aanvraag tot uitbetaling ingediend binnen de twaalf maanden die volgen op de datum van kennisgeving van de toekenning van de subsidies.

§ 2. Bij niet-inachtneming van de termijn bedoeld in § 1, wordt het dossier gesloten en vervalt de toekenningsbeslissing.

§ 3. De aanvraag tot uitbetaling van de subsidie voor de invoering van een energieboekhouding en de uitvoering van werken met het oog op een betere energie-efficiëntie van een gebouw bevat :

1° de beslissing tot toewijzing van de overheidsopdracht voor de aanneming van werken en de vergelijkende analyse van de offertes;

2° het afschrift van de offerte van de aannemer;

3° de verschillende staten van vordering van de werken, de eindafrekening en de desbetreffende facturen;

4° het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken;

5° de aangifte van schuldvordering tegenover het Gewest in tweevoudig exemplaar voor de vereffening van de subsidie.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag tot vereffening van de subsidie stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager de gevraagde gegevens na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag onontvankelijk.

HOOFDSTUK V. — *Begeleidingscomité*

Art. 12. § 1. Er wordt bij de Minister een Begeleidingscomité opgericht, belast met de technische behandeling van de subsidieaanvraagdossiers.

§ 2. Het Begeleidingscomité is samengesteld als volgt :

1° één vertegenwoordiger van de Minister;

2° twee vertegenwoordigers van de administratie;

3° één of meerdere deskundigen inzake overheidsopdrachten, aangewezen door de Minister;

4° één of meerdere deskundigen inzake energie, aangewezen door de Minister;

§ 3. Voor de dossiers met betrekking tot de werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in een gebouw evalueert het Begeleidingscomité de subsidieaanvraag door middel van volgende criteria :

1° het prioritair karakter van het project inzake energie, vanuit het oogpunt van het gebouw;

2° de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en regelingen, met name hun kostprijs ten opzichte van de gemiddelde marktprijs;

3° de energiebesparingen in gestandaardiseerde gebruiksvoorwaarden, met name inzake primaire energie, en de vermoedelijke terugval van CO₂-emissies;

4° de berekening van de boekhoudkundige terugverdientijd van de investering;

5° in voorkomend geval, het actief energiebeheersingsbeleid van het gebouw.

§ 4. Voor de andere subsidie-aanvraagdossiers dan die bedoeld in § 3 wordt de kwaliteit ervan door het Begeleidingscomité geëvalueerd door middel van volgende criteria :

1° methodologie en technische nauwgezetheid;

2° de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en voorzieningen;

3° de energiebesparing, inzonderheid besparing van primaire energie en de verwachte vermindering van CO₂-emissies.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning van de auditeurs*

Art. 13. § 1. De erkenning als globale energie auditeur voor gebouwen of als auditeur van verlichtingssystemen kan door elke natuurlijke persoon worden verkregen die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° hetzij het bewijs kunnen leveren van minimum drie jaar ervaring in het vereiste bevoegdheidsgebied; hetzij beschikken over een masterdiploma burgerlijk ingenieur, architect, wetenschappen industrieel ingenieur;

2° onafhankelijk zijn van elke leverancier van energie, uitrustingen of werken bedoeld in de audit;

3° niet het voorwerp zijn geweest, minder dan drie jaar vóór de indiening van de erkenning, van een beslissing tot intrekking van de erkenning of van de bevoegdheid die overeenstemt met de aangevraagde erkenning, of van een beslissing van niet-verlenging van de erkenning met één jaar of van de bevoegdheid met één jaar die overeenstemt met de aangevraagde erkenning, overeenkomstig dit besluit, het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA) of het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE).

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt ingediend d.m.v. het door de administratie ter beschikking gesteld aanvraagformulier.

Het erkenningsaanvraagdossier bevat o.a. de volgende elementen :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° een afschrift van het vereiste diploma of elk document ter bevestiging van het ervaringsniveau vereist in § 1;

3° een omschrijving van de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;

4° een afschrift van minstens drie auditrapporten opgesteld door de aanvrager in de loop van de drie laatste jaren die aan de aanvraag voorafgaan en die betrekking hebben op het vaardigheidsdomein waarvoor de aanvrager erkend wenst te worden.

§ 3. Binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het aanvraagdossier volledig is. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt zestig dagen indien de aanvrager door de Minister of zijn afgevaardigde werd gehoord. De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt negentig dagen indien de aanvrager door de Minister of zijn afgevaardigde werd gehoord.

De erkenningsaanvraag wordt onderzocht op basis van de elementen waaruit het erkenningsaanvraagdossier bestaat. De kwaliteit van de rapporten bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, 4°, wordt onderzocht op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 6.

In voorkomend geval wordt de erkenning toegekend voor een duur van vijf jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

De erkenning kan worden hernieuwd wanneer de auditeur, tijdens de afgelopen erkenningsperiode, minstens drie audits heeft uitgevoerd m.b.t. de bevoegdheid van de erkenning, conform met de eisen van dit besluit.

De hernieuwingsaanvraag wordt ingediend d.m.v. het formulier ter beschikking gesteld door de administratie en dit, uiterlijk honderd twintig dagen voor de vervaldatum van de erkenning. In dat geval wordt de erkenning verlengd totdat de Minister zich over de hernieuwingsaanvraag uitgesproken heeft.

§ 4. Indien een aanvrager die houder is van één van de in § 1, 1°, opgesomde diploma's zijn erkenningsaanvraag onmogelijk vergezeld kan laten gaan van de rapporten bedoeld in paragraaf 2, 4°, heeft de erkenning een duur van één jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

In het geval bedoeld in het eerste lid moet de begunstigde een afschrift van de rapporten die hij in het kader van zijn erkenning heeft opgesteld binnen vijftien dagen na de opstelling ervan aan de administratie overmaken.

De kwaliteit van de overgemaakte rapporten wordt onderzocht op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 6.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de rapporten deelt de administratie aan de begunstigde mee of voornoemde controle geen nalatigheid aan het licht gebracht heeft.

Indien de controles bedoeld in het derde lid, op basis van de in bijlage 6 opgenomen kwaliteitscriteria herhaalde nalatigheden aan het licht hebben gebracht of indien de erkende auditeur geen auditrapport heeft overgelegd, laat de Minister of zijn afgevaardigde de begunstigde van de erkenning uiterlijk veertig dagen voor de einddatum van dat eerste erkenningsjaar weten dat de erkenning afgelopen is.

Na afloop van dat eerste erkenningsjaar wordt de erkenning door de Minister of zijn afgevaardigde voor een hernieuwbare periode van vijf jaar verlengd indien de voornoemde controles geen herhaalde nalatigheid aan het licht hebben gebracht op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 6.

§ 5. De Minister of zijn afgevaardigde is bevoegd om controle uit te oefenen op de door erkende auditoren uitgevoerde audits.

Onverminderd de sanctiemogelijkheden kan de administratie aan de auditeur opleggen om de audits de verbeteren waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld krachtens de criteria vastgelegd in bijlage 6.

De Minister kan de auditeur die een audit heeft opgesteld, straffen als deze audit niet voldoet aan de criteria die in bijlage 6 worden vastgelegd.

Wanneer de Minister of zijn afgevaardigde nalatigheden in de uitgevoerde audit vaststelt, wijst hij de auditeur daarop in een schrijven.

In dat schrijven wordt gewag gemaakt van bedoelde auditrapport(en), alsook van voornoemde kwaliteitscriteria op grond waarvan de nalatigheid is vastgesteld en wordt de erkende auditeur voor verhoor uitgenodigd. Tijdens zijn verhoor laat de auditeur zijn argumenten m.b.t. de vastgestelde nalatigheden gelden. Na dat verhoor of indien de erkende auditeur weigert verhoord te worden, beslist de Minister om desgevallend een waarschuwing te verzenden of de erkenning als auditeur op te schorten of in te trekken.

De beslissing wordt aan de auditeur meegedeeld door de Minister of zijn afgevaardigde.

De erkenning die aan een deskundige verleend wordt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE), wordt voor de betrokken bevoegdheden opgeschort voor een duur die gelijk is aan de duur die door de Minister beslist is voor de erkenning die overeenkomstig die besluit gegeven is of loopt van rechtswege af in geval van intrekking van de erkenning die overeenkomstig die besluit gegeven is.

§ 6. De lijst van de erkende auditoren wordt door de administratie bekendgemaakt en bijgehouden.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 14. De subsidieaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA).

Art. 15. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en tijdens een periode van zes maanden die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit kan een subsidieaanvraag worden ingediend voor de doorvoering van energie-audits en haalbaarheidsvoorstudies betreffende een investering met het oog op de verwezenlijking van werken die de energie-efficiëntie van het gebouw kunnen verhogen en die voldoen aan de in aanmerking komende criteria van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA). In dit geval wordt het bedrag van de subsidie berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, § 1, eerste lid, 1°.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en tijdens een periode van één jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit kan een subsidieaanvraag worden ingediend voor de invoering van een energieboekhouding en voor de uitvoering van werken met het oog op een betere energie-efficiëntie in een gebouw, met uitsluiting van de installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen, die voldoen aan de in aanmerking komende criteria van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA). In dit geval bedraagt het subsidiebedrag 15 % van het bedrag van de in aanmerking komende kosten in de zin van hetzelfde besluit.

§ 3. De samenvoeging van de subsidies bedoeld in de §§ 1 en 2 met andere subsidies is enkel mogelijk op voorwaarde dat de totale som van de toegekende subsidies 100 percent van het totaalbedrag van de in aanmerking genomen kosten van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA) niet overschrijdt.

De aanvragen bedoeld in de §§ 1 en 2 worden ingediend overeenkomstig artikel 7 en onderzocht overeenkomstig de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12.

Art. 16. Dit besluit is van toepassing op de erkenningen die verkregen zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA), onder de volgende voorwaarden :

1° komen in aanmerking als globale energie auditeur voor gebouwen, de erkende auditoren die een erkenning hebben verkregen voor één van de volgende bevoegdheidsgebieden :

- a) globale energie-audit van gebouwen;
- b) audit van verwarmings-, ventilatie- en airconditioningssystemen;
- c) audit van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen;
- d) energie-audit van industriële processen.

2° komen in aanmerking als auditeur van verlichtingssystemen, de erkende auditoren die een erkenning hebben verkregen voor het bevoegdheidsgebied betreffende de uitvoering van een audit van verlichtingssystemen.

Dit besluit is van toepassing op de erkenningsaanvragen die ingediend zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA).

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Artikel 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler, wordt vervangen als volgt :

« 2° "aanvrager" : iedere natuurlijke of rechtspersoon, met uitzondering van degenen die een investeringstoelage voor de installatie van een zonneboiler hebben genoten krachtens het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 tot toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA), het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) of het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel"). »

Art. 18. Bij fraude ten opzichte van dit besluit, ten opzichte van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA) of van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel") kan de begunstigde gedurende 10 jaar te rekenen van de ontdekking van de fraude geen nieuwe subsidie aanvragen in de zin van dit besluit.

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA), zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2010, wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 21. Naar dit besluit wordt in de Franse taal verwezen met de uitdrukking "UREBA exceptionnel".

Art. 22. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 1

Minimumbestek voor de invoering van een Energieboekhouding

1. Doelstelling :

Doel van de energieboekhouding is, het energieverbruik in een gebouw over de tijd heen te volgen en informatie te leveren voor de beslissingen die getroffen dienen te worden wat betreft het energieverbruik in een gebouw, waarbij meer bepaald voorzien wordt in :

- 1° de inzameling, de verwerking en de communicatie van informatie over de energievectoren die zijn verbruikt per systeem, per verbruiksplaats, per dienst of per geheel;
- 2° de vaststelling van verbruiksratio's per systeem, per verbruiksplaats, per dienst of per geheel;
- 3° een alarm- en controlefunctie die bij buitensporig energieverbruik in werking treedt;
- 4° de evaluatie van de impact van de uitgevoerde maatregelen.

2. Eisen :

§ 1. De energieboekhouding dient het volgende mogelijk te maken :

- 1° de inzameling in fysische eenheden van het energieverbruik in een gebouw en de verschillende verbruikswijzen ervan per vector en gebruik, ongeacht prijzen en tarieven;
- 2° de opbouw van indicatoren die gebaseerd zijn op, o.a., de specifieke consumptie;
- 3° een regelmatige opvolging van de stand van zaken over de tijd heen, zodat snel op buitensporig verbruik, op onregelmatigheden enz. gereageerd kan worden;

4° het in overweging nemen van elke belangrijke variatie in het gebruik van het gebouw;

5° de integratie van alle stappen in het informatiebeheer : verwerving en verwerking van de relevante gegevens, opbouw van operationele indicatoren, mededeling aan de personen die maatregelen kunnen treffen, constante opvolging van de evolutie. De resultaten dienen meer bepaald voorgesteld te worden in de vorm van een betere energie-efficiëntie en een betere energiebalans in absolute zin.

§ 2. In de werking van een energieboekhouding worden drie fases onderscheiden :

1° Inzameling van de gegevens :

Door het verzamelen van de gegevens wordt de identificatie van de systemen en de verbruiksplaatsen mogelijk gemaakt, met in voorkomend geval onderscheid in de verschillende gebruiksvormen. Daardoor wordt een globaal inzicht in het verbruik verkregen.

Elk systeem en elke verbruiksplaats dient geïdentificeerd te worden door :

- a) de gebruikte energievectoren;
- b) het gebruik van de energie (al dan niet verwarming);
- c) de wijze van bevoorrading (teller of opslag);
- d) de fysische teleenheid (liter, m³, kg, Wh...);
- e) de vermenigvuldigingsfactor tussen de index en de fysieke teleenheid;
- f) de omzettingfactor voor de standaardisering van de consumptie in kWh.

2° Verwerking van de gegevens :

De gemeten gegevens moeten worden geregistreerd en behandeld om de volgende redenen :

- a) standaardisering van het energieverbruik uitgedrukt in eenzelfde energie-eenheid : kWh;
- b) berekening van het energieverbruik in een primaire energie-eenheid;
- c) uitschakeling van de invloed van strenge weersomstandigheden in de opmeting van het energieverbruik door ze terug te brengen tot de referentiële weersituatie via de techniek van de dagtemperaturen;
- d) berekening van de CO₂-emissies voor een referentiële weersituatie;
- e) vaststelling voor elk systeem en elke verbruiksplaats van de vergelijkende ratio's en van een voor het verbruik in het gebouw representatieve efficiëntietabel. Elke beheerder kiest de criteria uit die hem het meest relevant lijken.

3° Interpretatie en presentatie van de resultaten :

Om de resultaten te interpreteren en er operationele conclusies uit te trekken is het noodzakelijk om het gebouw goed te kennen, evenals diens systemen en gebruiksvormen waarop de verbruiksplaatsen betrekking hebben.

De aanvrager dient een persoon aan te wijzen die verantwoordelijk is voor de monitoring en exploitatie van de gegevens.

Met die resultaten moet het mogelijk zijn om meer bepaald, in voorkomend geval, de volgende elementen waar te nemen :

- a) Fouten bij de lezing, de invoering en plots buitensporig verbruik;
- b) Reguleringsproblemen;
- c) geleidelijk buitensporig verbruik (gebrek aan onderhoud van de uitrustingen,...);d) het bestaan van gebruiksvormen die losstaan van strenge weersomstandigheden;
- e) de vaststelling van een energieconsumptiepeil in een jaar met normale weersomstandigheden;
- f) de vaststelling van een budget voor energie-uitgaven in een jaar met normale weersomstandigheden;
- g) besparingsmaatregelen die verkregen zijn dankzij de opgezette projecten.

De resultaten dienen duidelijk voorgesteld te worden (grafiek, tabel,...) zodat ze begrepen en geïnterpreteerd kunnen worden door niet-vakmensen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 2

Minimumbestek voor de doorvoering van een energie-audit

1. Doelstelling :

Het doel van de energie-audit van een gebouw is om aan de opdrachtgever, op een eenvoudige en niettemin ondubbelzinnige manier, een stand van de energie-efficiëntie van het gecontroleerde gebouw in werkelijke gebruiksvoorwaarden voor te stellen, alsook de mogelijke verbeteringen en de daaruit voortvloeiende energiebesparingen. De audit moet de mogelijkheid geven om een globaal actieplan op te stellen dat de nodige acties rangschikt en de verbetering van de energie-efficiëntie van het gebouw beoogt door de noodzaak van een uit te voeren investering te evalueren die bestemd is voor :

- 1° rationeel gebruik van de energie;
- 2° het gebruik van hernieuwbare energiebronnen of de kwaliteitswarmtekrachtkoppeling.

2. Eisen :

§ 1. De energie-audit moet het volgende vaststellen :

1° een omschrijving van de kenmerken (bouwschil en systemen) van het gebouw en diens gebruiksvormen in functie van de energieoverwegingen, met inbegrip van de beheerssystemen en de beslissende reguleringsparameters;

2° een globale analyse van de energiestroom in het gebouw, namelijk het energieverbruik voor de laatste drie kalenderjaren per energievectoren (gas, stookolie, elektriciteit, steenkool, enz.), uitgedrukt in fysische eenheden (kWh, ton, liter...) in kWh en genormaliseerd (namelijk teruggebracht tot een jaar met normale weersomstandigheden - voor de gebruiksvormen die dat verantwoorden), wat dient te resulteren in een uiteindelijke verbruikstabel die omgezet is in primaire energie (MWh); in CO₂-emissies (kg CO₂) (op grond van de omzettingcoëfficiënten die door de Minister zijn medegedeeld);

3° een identificatie van de punten waarop de energie-efficiëntie van het gebouw verbeterd kan worden, met rangschikking ervan volgens de prioriteiten (bouwschil, uitrustingen, beheer...).

De audit moet de uitwerking van een globaal actieplan met het oog op een betere energie-efficiëntie in het gebouw mogelijk maken of de relevantie van een door te voeren investering evalueren met het oog op een rationeler energieverbruik, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen of een kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling.

§ 2. Het auditrapport moet o.a. het volgende bevatten :

1° de doelstelling van de audit (welke vectoren worden in de audit onderzocht, eventuele beperkingen,...);

2° de werkhypothese : parameters gebruikt in de audit (Conversiefactoren - PCI, PCS, CO₂-emissiecoëfficiënten - kosten van de verschillende vectoren,...);

3° de algemene voorstelling van de kenmerken van het gebouw (of de gebouwen) (Bouwjaar, architectuur, bestemming, gebruikte oppervlakte,...);

4° de analyse van de verbruiken - idealiter over minimum 3 jaar voor elke geanalyseerde vector - (in brutowaarden, gecorrigeerd naar gelang van de graden-dagen, met eventueel een vergelijking met andere gebouwen van dezelfde sector,...); desgevallend, evolutie van het verbruik over een gegeven periode (burgerlijk jaar, zomerperiode,...) die overgangverschijnselen aan het licht kan brengen (kwartierpiek, verbruikspiek,...);

5° uitvoerige omschrijving van de bouwschil en van de uitrustingen met hun eventuele gebreken;

6° de energiebalans (gegrond op berekeningen - waarden van de transmissiecoëfficiënten, schatting van de luchtverversing, berekening van de warmteverliezen, rendementen van de installatie,...);

7° de verbeteringsvoorstellen (gedetailleerd inzake de tenuitvoerlegging - gebruikt materiaal, dikte - of inzake gebruikte techniek - condensatie, eventuele warmterugwinning - becijferd inzake kosten, energiebesparing, vermindering van de emissies van verontreinigende gassen en rendabiliteit) - de verbeteringen worden in een logische volgorde voorgesteld (structuren, uitrustingen, beheer) of in voorrangsvolgorde (gemotiveerd door de staat van het gebouw en/of de uitrustingen, de gegenereerde besparingen en de rendabiliteit) rekening houdend met de weerslag van elk van hen op de volgende; er zal een bijzondere aandacht besteed worden aan het afstemmen van de behoeften op het voorgestelde materiaal;

8° het eventuele beroep op technologieën zoals warmtekrachtkoppeling, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen;

9° de beschikbare hulp voor de verschillende overwogen verbeteringen (Bronnen, bedrag,...);

10° de conclusies die duidelijk en interpreteerbaar moeten zijn door een persoon die geen specifieke kennis heeft van de besproken domeinen.

§ 3. De voorgestelde verbeteringen moeten aan de eisen voldoen, o.a. op energetisch vlak, die van kracht zijn in de verschillende regelgevingen.

De verschillende berekeningen met hun hypothesen en de gebruikte parameters zullen in bijlage worden bezorgd als ze niet noodzakelijk deel uitmaken van de audit.

De Minister is ertoe gemachtigd de verplichte inhoud van de audit en van het rapport verder aan te vullen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 3

Minimumbestek voor de doorvoering van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering

1. Doel :

Doel van een haalbaarheidsvoorstudie voor een investering is, de dimensionering en de meest interessante technische, energetische en economische kenmerken voor een investering te bepalen waarbij geenszins gerefereerd wordt aan één of ander type of merk met betrekking tot die investering. De studie dient verschillende hypothesen uit te testen die, in voorkomend geval, de energetische minimumeisen bedoeld in bijlage 5 naleven.

2. Eisen :

De haalbaarheidsvoorstudie voor een investering dient minstens de volgende bestanddelen te bevatten :

1° de voorstelling van de energiebehoeften waarin voorzien dient te worden door de investering en het daadwerkelijke verbruik vóór de investering in het geval van een bestaand gebouw;

- 2° de werkhypothesen;
- 3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiegrootheden waarvan gebruik is gemaakt voor de berekeningen;
- 4° de globale energiebalans rekening houdend met het voorgestelde systeem, de tot stand gebrachte systemen, hun wijze van regulering en hun interactie;
- 5° in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden (onderhoud,...);
- 6° een evaluatie van de energie- en CO₂-besparingen;
- 7° een raming van de economische kost van de investering;
- 8° een raming van het terugverdieneffect van de investering;
- 9° de verantwoording van de keuze van de voorgestelde technieken en regelingen.

De Minister is ertoe gemachtigd de verplichte inhoud van de haalbaarheidsvoorstudie verder aan te vullen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 4

Toelichtingsnota betreffende de berekening van energiebesparingen voortvloeiend uit de werken met het oog op de energieprestatie van het gebouw

1. Doel :

De toelichtingsnota strekt ertoe de technische kenmerken te bepalen, met inbegrip van hun gepaste, energie- en economiegebonden dimensionering van de investering om de doeltreffendheid van het overwogen systeem te beoordelen.

2. Eisen :

De toelichtingsnota dient met name volgende gegevens te bevatten :

- 1° een overzicht van de technische kenmerken van de investeringen met het oog op de vermindering van de energiebehoeften en aanvullend, indien nodig, de technieken waarmee doeltreffender en spaarzamer ingespeeld kan worden op de energiebehoeften;
- 2° de werkhypothesen;
- 3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiegrootheden gebruikt voor de berekening (al naar gelang; thermische transmissiecoëfficiënten voor en na de werken en rendementen van de installatie);
- 4° een beoordeling van de energiebesparingen en van de vermindering van vervuilende emissies (CO₂, SO₂);
- 5° de economische balans van de investering waarbij rekening wordt gehouden met de investering en de valorisering van de energiebesparingen;
- 6° de verantwoording van de keuze van de voorgestelde technieken en regelingen;
- 7° de normen en codes van goede praktijken die als ijkpunten worden gebruikt.

De Minister is ertoe gemachtigd de verplichte inhoud van de nota verder aan te vullen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 5

Lijst van de werken met het oog op de verbetering van de energieprestatie van een gebouw dat voor subsidie in aanmerking komt

Onderstaande werken kunnen gesubsidieerd worden in het kader van dit besluit, voor zover strikt noodzakelijk voor de uitvoering van verbeteringswerken op energievlak, met uitsluiting van de werken waarvan de boekhoudkundige terugverdientijd 20 jaar overschrijdt voor de systeeminvesteringen en 60 jaar voor de bouwschilinvesteringen :

1. De installatie van systemen voor exploitatie van hernieuwbare energiebronnen voor de eigen behoeften van het gebouw. Daarmee worden uitsluitend de volgende systemen bedoeld :

1° De warmtepompen zijn daarbij inbegrepen, met uitzondering van de pompen die een inversie van het systeem mogelijk maken zodat bij zeer warm weer op airconditioning overgeschakeld kan worden. In dat geval dient de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 4 aangevuld te worden met de berekening van de nettowinst aan primaire energie op jaarbasis in de werkingsomstandigheden aangepast aan het gebouw voor de voorgestelde warmtepomp.

In afwijking is de uitsluiting van warmtepompen die een inversie toelaten niet van toepassing in het kader van een gebruik in een ziekenhuis, een rustoord, een rust- en verzorgingstehuis, voorzover de gebruiksvoorwaarden (belastingsprofiel warm en koud) de investering op energetisch vlak interessant maken.

2° De installatie van waterverwarmingssystemen via zonnepanelen komt in aanmerking voor een subsidie voor zover :

- a) de collector aan de vereisten van de Europese norm voldoet;
- b) het systeem een besparing van primaire energie mogelijk maakt;

c) de werken worden uitgevoerd door een erkende installateur in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;

d) de installatie een systeem voor de opvolging van zijn prestaties bevat dat een jaarlijkse globale energiebalans mogelijk maakt (productie van zonne-energie en aanvulling).

3° De biomassa verwarmingsketels en hun randinstallaties. De biomassa verwarmingsketels moeten over een thermisch rendement van minstens 85 % beschikken dat berekend wordt volgens de norm NBN EN 303-5. Bovendien moeten zij voldoen aan de definities, vereisten, beproevingsmethoden en etikettering van deze norm.

2. De installatie of de uitbreiding van een warmtenet als deze werken een onontbeerlijke voorwaarde zijn voor rationeel energiegebruik.

In dat geval moet de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 4 aangevuld worden met een berekeningsnota waaruit blijkt dat het warmtenet een globale energie-efficiëntie bereikt dat die van gedecentraliseerde installaties overschrijdt.

3. De installatie van kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppelingseenheden, met inbegrip van de elektrische aansluiting eigen aan de installatie en noodzakelijk voor de behoeften van een gebouw of van verschillende naburige gebouwen. In dat geval moet de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 4 aangevuld worden met een jaarlijkse globale energiebalans van de installaties (warmtekrachtinstallatie en aanvullende bron op thermisch vlak).

4. De thermische isolatie van de muren van het gebouw, zoals hieronder opgegeven, waardoor

— ofwel globale transmissiecoëfficiënten bereikt kunnen worden, lager dan of gelijk aan volgende waarden

— ofwel coëfficiënten van thermische weerstand bereikt kunnen worden, hoger dan of gelijk aan volgende waarden :

<i>Muren met oppervlakteverlies van het gebouw</i>	<i>U_{max} (W/m²K) of R_{min} (m²K/W)</i>
a. Vensters Bovendien moeten de ramen en vensters een transmissiecoëfficiënt vertonen lager dan	<i>U_{max} 1,1</i> <i>U_{max} 1,8</i>
b. Deuren	<i>U_{max} 2</i>
c. Lichtdichte muren en wanden : 1° niet in contact met de vloer, uitgezonderd de muren bedoeld in punt 2° 2° in contact met een kruipruimte of een kelder buiten het beschermd bouwvolume 3° in contact met de vloer	<i>U_{max} 0,32</i> <i>R_{min} 1,2</i> <i>R_{min} 1,3</i>
d. Dak of zoldering scheiden het beschermd bouwvolume van een onverwarmd niet-vorstvrij lokaal verleende erkenning als zonneboilerinstallateur	<i>U_{max} 0,27</i>
Plankenvloer : 1° in contact met de buitenomgeving of boven een onverwarmde nevenkamer 2° andere plankenvloeren (plankenvloeren op aardeophopingen, boven een kruipruimte of boven een kelder buiten een beschermd volume, ingegraven plankenvloeren van kelders)	<i>U_{max} 0,35</i> <i>U_{max} 0,35 of R_{min} 1,3</i>

De waarden U_{max} en R_{min} worden berekend volgens Bijlage VII bij het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012 tot wijziging, wat de energieprestatie van de gebouwen betreft, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

5. De vervanging of de verbetering van elk verwarmingssysteem die overeenkomen met één van volgende categorieën :

1° de condensatieketels. In dat geval bevat het aanvraag dossier het installatieschema en de daarmee gepaard gaande afstelling waaruit blijkt dat de teruglooptemperatuur van de warmtegeleidende vloeistof de condensatie daadwerkelijk mogelijk zal maken;

2° de werken voor de opdeling van de warmtedistributie in functie van de verschillende gebruiksfuncties van het gebouw;

3° installatie van thermostaatkranen aangepast aan de bezetting van de lokalen en bestemd voor het wegwerken van eventuele oververhitting en/of de vermindering van de omgevingstemperatuur in specifieke lokalen;

4° installatie van reguleringsystemen voor een minimale optimalisering bij het stilleggen van de installaties in functie van het buitenklimaat en de vraag binnenhuis;

5° alle andere werken in verband met de verwarmingsinstallaties en die zo zijn opgevat dat het verwarmings-systeem (verwarmingsketel, warmtedistributie en regulering) bijzonder werkzaam is, namelijk een systeem dat enerzijds een energieprestatie bevordert die boven het klassieke systeem uitstijgt en die anderzijds een distributie en een regulering van de warmte mogelijk maakt die aangepast zijn aan de beginselen inzake rationeel energiegebruik voor de verschillende gebruiksfuncties van het gebouw.

Hoe dan ook moeten de buizen voor de verspreiding van de warmte van het gesubsidieerde warmtesysteem in niet-verwarmde lokalen overeenkomstig de regels van de kunst tegen elk warmteverlies beschermd worden.

6. De volgende verbeteringen aan de verlichtingsinstallaties :

1° De vervanging van het verlichtingssysteem door een naar Belgische normen aangelegd systeem waarvan het na werken geïnstalleerd vermogen niet verder reikt dan :

a) 3 W/m² per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

b) 2,5 W/m² per 100 lux in kantoren en schoollokalen;

c) 3 W/m² per 100 lux in lokalen voor ziekenhuisgebruik;

d) tussen 3 W/m² per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m × 2 m × 2,8 m) en 8,5 W/m² voor 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m × 1 m × 3,5 m).

De vervanging van enkel de lichtbron is niet toegelaten. Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend van elektronische ballasts voorzien.

2° Installatie van elk systeem voor de optimalisering van de werking van het verlichtingssysteem, met name :

a) een timer, eventueel gecombineerd met aanwezigheidsdetectoren, in de doorgangsvetrekken evenals in de doorgangen en toiletten;

b) een "alles of niets" of continue regeling van de lichtstroom in functie van de natuurlijke verlichting van het vertrek;

c) een dubbele ontsteking die een minder sterke verlichting mogelijk maakt (van 30 tot 50 %).

7. Installatie van elke roterende elektrische uitrusting (pompen, ventilatoren, compressoren) waarvan de motor uitgerust is met een variabele snelheidsregeling. Voor wat betreft de verwarmings-, ventilatie- of afkoelingsvraag, moet hij uitgerust zijn met een automatisch beheer aangepast aan de reële noden van het gebouw en de bewoners.

8. Installatie van elke uitrusting in het domein van de ventilatie, de afkoeling en de bescherming tegen oververhitting van een gebouw, die overeenstemt met één van volgende categorieën :

1° regulatiesystemen die op vraag een debietbeheer mogelijk maken : uurwerk, aanwezigheidsdetectie, CO₂-sonde... waardoor de ventilering geregeld kan worden;

2° systemen voor het terugwinnen van warmte op lucht die aan het gebouw onttrokken wordt. In dat geval dient de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 4 aangevuld te worden met de berekening van de netto-winst aan primaire energie op jaarbasis in de werkingsomstandigheden aangepast aan het gebouw voor het voorgesteld systeem;

3° installatie van aan de buitenkant geplaatste zonneweringen ter beperking van de werkingstijd van een bestaande klimatisering of ter voorkoming van de plaatsing van een dergelijke installatie in een gebouw door terugdringen van oververhitting. Vensters uitgerust met zonneweringen dienen tussen zuidoosten en westen via het zuiden te worden geplaatst, namelijk van 135° tot 270°;

4° systemen voor het verminderde gebruik van afkoelingsinstallaties door een onmiddellijke afkoeling van de ijswaterkringloop door de buitenlucht ("free chilling techniek");

5° koelinstallatie door natuurlijke of hybride ventilatie.

9. Installatie van alle andere uitrustingen of systemen in verband met een verbeterde energieprestatie van het gebouw, uitgezonderd systemen die draaien op hernieuwbare energieën die niet opgenomen zijn in punt 1 hierboven, en die hoogrenderend zijn, namelijk elke uitrusting of elk systeem dat enerzijds bovengemiddeld presteert en dat anderzijds op gepaste wijze inspeelt op de beginselen inzake rationeel energiegebruik voor de verschillende gebruiksfuncties van het bedoelde gebouw.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 6

Kwaliteitscriteria geanalyseerd door de Administratie in het kader van de erkenningsprocedure

Criterion 1 : Doelstellingen, hypothesen en stand van zaken :

1° Doelstelling van de audit (welke vectoren worden in de audit onderzocht, eventuele beperkingen,...);

2° De werkhypothesen : parameters gebruikt in de audit (conversiefactoren - PCI, PCS, CO₂-emissiecoëfficiënten - kosten van de verschillende vectoren,...);

3° Algemene voorstelling van de kenmerken van het gebouw (of de gebouwen) (bouwjaar, architectuur, bestemming, gebruikte oppervlakte,...), of van het industrieel proces of van het nut (damp, gedrukte lucht, enz).

Criterion 2 : Analyse van de toestand :

1° Analyse van de verbruiken - idealiter over minimum drie jaar voor elke geanalyseerde vector - (in bruto-waarden, gecorrigeerd naar gelang van de graden-dagen, eventueel : vergelijking met andere gebouwen van dezelfde sector,...); desgevallend, evolutie van het verbruik over een gegeven periode (burgerlijk jaar, zomerperiode,...) die overgangsverschuiven aan het licht kan brengen (kwartierpiek, verbruikspiek,...);

2° Uitvoering omschrijving van het industrieel proces, van het nut of van het omhulsel van het gebouw en van de uitrustingen met hun eventuele gebreken;

3° Energiebalans (gegrond op berekeningen - bijvoorbeeld voor een gebouw : waarden van de transmissiecoëfficiënten, schatting van de luchtverversing, berekening van de warmteverliezen, rendementen van de installatie,...).

Criterion 3 : Becijferde verbeteringsvoorstellen :

1° Verbeteringsvoorstellen (bijvoorbeeld voor een gebouw zullen ze gedetailleerd zijn inzake de tenuitvoerlegging - gebruikt materiaal, dikte - of inzake gebruikte techniek - condensatie, eventuele warmteterugwinning - becijferd inzake kosten, energiebesparing, vermindering van de emissies van verontreinigende gassen en rendabiliteit) - de verbeteringen worden in een logische volgorde voorgesteld (structuren, uitrustingen, beheer) of in voorrangsvolgorde (gemotiveerd door de staat van het gebouw en/of de uitrustingen, de gegenereerde besparingen en de rendabiliteit) rekening houdend met de weerslag van elk van hen op de volgende; er zal een bijzondere aandacht besteed worden aan het afstemmen van de behoeften op het voorgestelde materiaal;

2° Eventueel beroep op technologieën zoals warmtekrachtkoppeling, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen,...

Criterion 4 : Kennis van de mechanismen inzake financiële tegemoetkomingen van de overheid :

Beschikbare hulp voor de verschillende overwogen verbeteringen (bronnen, bedragen,...).

Criterion 5 : Conclusies :

Bondige opsomming van de meest relevante beslissingen die genomen moeten worden met het oog op de verbetering van de toestand naar gelang van de doelstelling.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Namen, 28 maart 2013

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET